



**Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois
à l'égard de l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020**

**Document préparé par Céline Métivier
avec la contribution de membres du
Réseau québécois de l'action communautaire autonome**

Janvier 2022

Ce document se veut un outil de travail pour les membres du RQ-ACA. Ceux-ci sont invités à transmettre toute information susceptible de raffiner cette analyse en communiquant avec Céline Métivier, agente de recherche au RQ-ACA, à recherche@rq-aca.org.

Pour joindre le Réseau québécois de l'action communautaire autonome :

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 103, Montréal (Québec) H3N 1R4

514-845-6386 1-888-433-4935

info@rq-aca.org

www.rq-aca.org

www.facebook.com/rqaca

Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales

Québec 

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome reçoit son soutien financier à la mission globale du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants	4
Contexte et méthodologie	5
Source et limites des données	5
Absence de données spécifiques à l'action communautaire autonome.....	5
1. Évolution globale du soutien financier gouvernemental.....	6
1.1 Les trois modes de soutien financier.....	6
1.2 Le soutien à la mission globale, par ministère	9
2. Évolution du financement par ministère	11
2.1 Ministère de la Culture, des Communications.....	12
2.2 Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)	15
2.3 Ministère de la Famille (Famille)	18
2.4 Ministère de la Justice.....	21
2.5 Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur).....	24
2.6 Ministère de la Santé et des Services sociaux.....	26
2.7 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)	30
2.8 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)	33
2.9 Ministère de la Sécurité publique	36
2.10 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Développement économique).....	39
2.11 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Innovation).....	42
2.12 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)	45
2.13 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport).....	48
2.14 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)	51
2.15 Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	54
2.16 Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	57
2.17 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)	60
2.18 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine).....	63
2.19 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec).....	66
2.20 Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)	69
2.21 Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.....	71
2.22 Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec).....	74
2.23 Ministère du Conseil exécutif (Relations avec les Québécois d'expression anglaise).....	77
2.24 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)	78
2.25 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)	81
2.26 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)	84
2.27 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité).....	87
2.28 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale).....	90
2.29 Secrétariat du Conseil du trésor.....	91

Faits saillants

- Près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux (9 sur 28) n'offrent **aucun financement à la mission** et concentrent leur soutien aux ententes de service et aux projets : Justice, Sécurité publique, Office de la protection du consommateur, Secrétariat aux aînés, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la région métropolitaine, Société de l'assurance automobile du Québec, Secrétariat à la jeunesse.
- Une très grande proportion du soutien à la mission (97 % du financement, 96 % des organismes) est **concentrée dans seulement cinq ministères** : Santé et Services sociaux; Travail, Emploi et Solidarité sociale; Famille; Culture et Communications; Éducation et Enseignement supérieur.
- Malgré l'augmentation du soutien à la mission dans quelques ministères, particulièrement en Immigration, Famille et Habitation, la proportion générale du financement gouvernemental québécois attribuée **à la mission globale** en 2019-2020 (55 %) demeure aussi peu élevée qu'il y a 20 ans lors de l'adoption de la Politique en action communautaire en 2001.
- Le pourcentage du financement gouvernemental consacré aux **projets ponctuels** a légèrement diminué en 2019-2020 par rapport à l'année précédente, passant de 10 % à 8,7 %. On peut l'attribuer, en grande partie, à une importante décroissance du volet « projet » du PSOC au MSSS.
- Le financement global accordé par **ententes de service** continue sa progression en chiffres absolus, mais sa proportion par rapport aux autres modes de financement demeure, quant à elle, assez stable, soit près de 36 %.
- Seuls trois ministères ont accordé du soutien pour des projets d'**immobilisations** (Culture et Communications, Affaires municipales et Habitation (régions) et Secrétariat aux affaires autochtones), ce qui ne représente que 0,4 % de l'ensemble du financement gouvernemental.
- Trois ministères n'offrent **aucun soutien financier** aux organismes communautaires : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère du Tourisme.

Contexte et méthodologie

En 2005, le conseil d'administration du Comité aviseur de l'action communautaire autonome, devenu en 2007 le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)¹, émettait le souhait de mieux documenter la proportion accordée à chacun des modes de soutien financier dans l'ensemble du financement gouvernemental québécois. L'inquiétude exprimée par plusieurs organismes d'action communautaire autonome à l'effet qu'il y aurait eu une augmentation de la proportion allouée aux ententes de service au détriment du soutien à la mission globale a mené le RQ-ACA à produire, depuis ce temps, un portrait de l'évolution des modes de soutien financier (mission globale, ententes de service, projets ponctuels, immobilisations).

Source et limites des données

Cette analyse a été effectuée grâce aux données publiées annuellement par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) dans un document intitulé *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation*². Ces données sont fournies par les ministères et organismes gouvernementaux québécois et, par conséquent, ne comprennent pas tout financement accordé par d'autres paliers gouvernementaux (ex. : fédéral, municipal) ou même par des instances régionales (ex. : CISSS et CIUSSS) ou d'autres bailleurs de fonds (ex. : fondations).

Nous avons procédé à un réajustement de ces données en fonction de notre avis visant à exclure les sommes accordées à des organismes que nous ne considérons pas comme étant communautaires (conseils régionaux de l'environnement, organismes de bassin, comités ZIP)³.

Absence de données spécifiques à l'action communautaire autonome

Les données fournies par le SACAIS ne font pas de distinction entre l'action communautaire autonome (ACA) et l'action communautaire au sens large. Par conséquent, notre analyse ne permet pas de tracer un portrait précis du soutien financier spécifiquement accordé aux organismes d'action communautaire autonome. La Politique gouvernementale spécifie toutefois que le « soutien financier à l'action communautaire en appui à la mission globale repose sur la reconnaissance des pratiques propres à l'action communautaire autonome⁴ ». Il serait donc acceptable d'en déduire que l'ensemble du financement à la mission est destiné aux organismes d'ACA. Nous émettons quand même quelques réserves : 1) avec l'application de la Politique, certains organismes non ACA mais déjà financés à la mission, ont pu bénéficier du maintien des acquis inscrit dans la Politique; 2) ce mode de soutien financier a aussi été rendu accessible « aux organismes communautaires dont l'action ne s'inscrit pas en complémentarité directe à l'offre de services publics⁵ ». Dans ces deux cas, nous ne connaissons pas le nombre d'organismes concernés.

¹ Le 2 octobre 2007, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome changeait officiellement de nom pour devenir le Réseau québécois de l'action communautaire autonome.

² Pour la suite du texte, nous utiliserons le diminutif *État de situation*. Ce document, ainsi que tous les autres documents gouvernementaux mentionnés dans notre texte sont disponibles sur le site du SACAIS à <http://www.mess.gouv.qc.ca/sacais/action-communautaire>.

³ Voir l'Avis 2007 du RQ-ACA sur l'*État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire*, disponibles à www.rq-aca.org.

⁴ Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, septembre 2001, p. 27.

⁵ Gouvernement du Québec. *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire*, août 2004, p. 16.

1. Évolution globale du soutien financier gouvernemental

1.1 Les trois modes de soutien financier

Le tableau 1.1 et le graphique 1.1 présentent l'évolution des modes de soutien financier de façon globale, c'est-à-dire pour tous les programmes destinés à l'action communautaire, à partir des données colligées dans l'*État de situation*.

Mission globale

Depuis le sommet de 63 % en 2006-2007, la proportion du soutien financier a diminué de façon importante pour descendre à 53 % en 2018-2019, le seuil le plus bas depuis l'adoption de la Politique en action communautaire en 2001. C'est un constat douloureux pour l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome qui avait espoir qu'un des principes importants de la Politique, soit la prépondérance du financement à la mission globale dans l'ensemble du soutien gouvernemental, finisse par atteindre un seuil respectable dans tous les ministères.

Or, près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux (9 sur 28) n'offrent aucun soutien à la mission et concentrent le financement aux projets, ententes de service et, dans une moindre mesure, aux immobilisations. En fait, 97 % du soutien à la mission et 96 % des organismes qui reçoivent ce mode de financement (4266 sur 4462) sont concentrés dans un petit groupe de cinq ministères⁶. On est donc loin de l'engagement du gouvernement de « faire en sorte que le dispositif de soutien financier à l'action communautaire autonome soit généralisé dans les ministères et organismes gouvernementaux afin d'appuyer la mission globale des organismes d'action communautaire autonome⁷ ».

Ententes de service

Le financement global accordé par ententes de service continue sa progression en chiffres absolus, mais sa proportion par rapport aux autres modes de financement demeure, quant à elle, assez stable, soit entre 34 et 37% depuis une dizaine d'années.

Projets ponctuels

La proportion du financement destiné aux projets ponctuels est relativement faible, mais a pris du galon dans les dernières années pour atteindre, en 2018-2019, le seuil jamais inégalé de 10 %, en grande partie attribuable à une hausse importante du financement par « projet » au Programme de soutien des organismes communautaires du MSSS. Le retour à un budget moins élevé de ce même financement par projet a eu pour effet de ramener la proportion à moins de 9 % en 2019-2020. À noter que, depuis 2012-2013, le soutien financier par projet est divisé selon qu'il soit de nature alternative ou complémentaire aux services publics⁸. Par souci de cohérence avec les données des années précédentes, nous n'avons pas tenu compte de cette division.

Immobilisations

Ce mode de financement, qui n'a été pris en compte qu'à partir de 2007-2008, demeure marginal (moins de 1 % du financement total) et ne se retrouve que dans trois ministères⁹.

⁶ Ministère de la Santé et des Services sociaux; ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire); ministère de la Famille; ministère de la Culture et des Communications; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation + Loisir et Sport)

⁷ Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, septembre 2001, p. 27.

⁸ Les définitions de service alternatif et de service complémentaire se trouvent à la page 59 de *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation 2019-2020*.

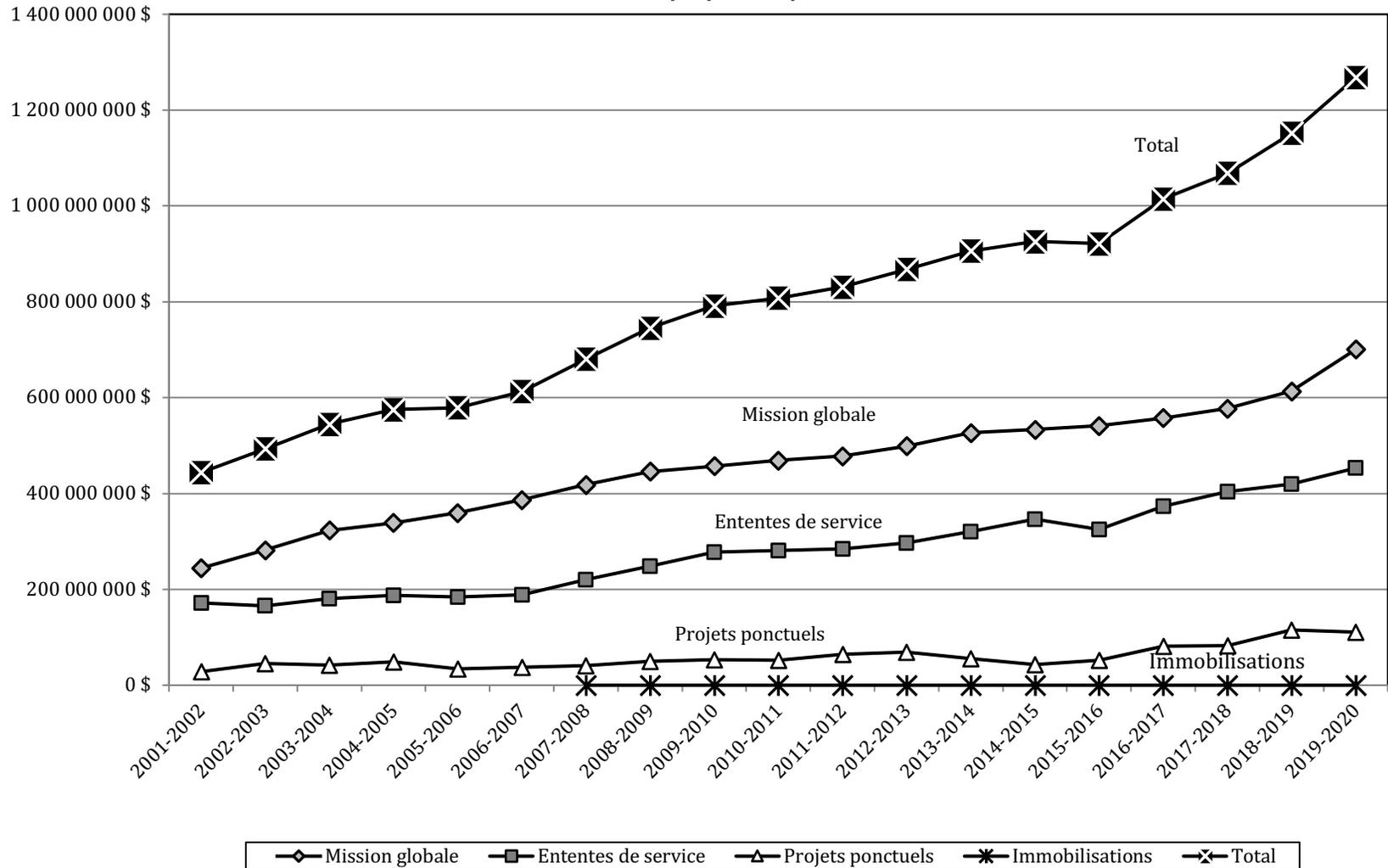
⁹ Ministère de la Culture et des Communications; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (régions); ministère du conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones).

Tableau 1.1
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020
en fonction des corrections proposées par le RQ-ACA

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	244 197 634	55,0	171 300 474	38,6	28 312 405	6,4			443 810 513
2002-2003	281 776 757	57,1	165 559 300	33,6	45 773 098	9,3			493 109 155
2003-2004	323 077 629	59,3	180 175 810	33,1	41 630 315	7,6			544 883 754
2004-2005	338 696 753	58,9	187 460 956	32,6	48 989 388	8,5			575 147 097
2005-2006	359 890 422	62,2	184 332 406	31,8	34 633 281	6,0			578 856 109
2006-2007	386 663 217	63,1	188 352 116	30,7	37 616 424	6,1			612 631 757
2007-2008	418 273 618	61,5	220 217 028	32,4	41 138 040	6,0	1 009 689	0,1	680 638 375
2008-2009	446 191 478	59,9	247 966 019	33,3	50 055 574	6,7	868 201	0,1	745 081 272
2009-2010	457 120 180	57,7	277 276 128	35,0	53 384 419	6,7	3 985 333	0,5	791 766 060
2010-2011	469 056 047	58,0	281 555 479	34,8	52 100 574	6,4	5 309 240	0,7	808 021 340
2011-2012	478 188 199	57,5	284 994 208	34,3	65 081 173	7,8	2 887 182	0,3	831 150 762
2012-2013	498 737 841	57,5	296 311 898	34,2	69 059 919	8,0	3 321 159	0,4	867 430 817
2013-2014	526 541 399	58,1	320 194 081	35,3	55 977 228	6,2	3 108 037	0,3	905 820 745
2014-2015	533 369 790	57,6	345 929 851	37,4	43 631 046	4,7	2 775 610	0,3	925 706 297
2015-2016	541 307 792	58,8	324 761 728	35,3	52 660 058	5,7	2 464 771	0,3	921 194 349
2016-2017	557 341 297	54,9	374 089 858	36,9	81 594 408	8,0	1 683 513	0,2	1 014 709 076
2017-2018	577 581 078	54,0	403 724 574	37,8	83 173 931	7,8	4 178 519	0,4	1 068 658 102
2018-2019	613 696 671	53,3	419 937 779	36,5	115 409 669	10,0	2 605 695	0,2	1 151 649 814
2019-2020	700 538 192	55,2	453 102 744	35,7	110 307 684	8,7	4 538 659	0,4	1 268 487 279

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

Graphique 1.1
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020
en fonction des corrections proposées par le RQ-ACA



1.2 Le soutien à la mission globale, par ministère

Le tableau 1.2 donne un aperçu des fluctuations du soutien à la mission dans l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux québécois en 2019-2020, en comparaison de l'année précédente. On peut y observer les éléments suivants :

- Près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux qui offrent du financement aux organismes communautaires ne disposent **pas de programme de soutien à la mission globale** (9 sur 28), ce qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, contrevient à un des engagements importants du gouvernement inscrits dans la Politique en matière d'action communautaire, soit que ce mode de financement soit généralisé à l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux.
- Parmi les 16 ministères et organismes gouvernementaux qui offrent du soutien financier à la mission, la plupart ont augmenté le budget attribué à ce type de financement par rapport à l'année précédente. Dans certains cas, cette augmentation peut s'avérer très peu élevée, mais dans d'autres, elle a été substantielle (ministère de la Famille; ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; Société d'habitation du Québec.
- Trois ministères n'offrent aucun soutien financier aux organismes communautaires : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère du Tourisme
- Le soutien à la mission est resté stagnant, en chiffres absolus, dans un organisme gouvernemental (Conseil des arts et des lettres du Québec), ce qui constitue une perte pour les organismes étant donné l'augmentation des coûts du système.

Tableau 1.2
Fluctuation du soutien à la mission globale (SMG) par ministères et organismes gouvernementaux en 2019-2020, comparée à 2018-2019

Ministères et organismes gouvernementaux (28)	Variation SMG en \$			Variation SMG en %		
	↓	↑	=	↓	↑	=
AVEC programme de soutien à la mission globale (SMG)						
Ministère de la Culture et des Communications						
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)						
Ministère de la Famille						
Ministère de la Santé et des Services sociaux						
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)						
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)						
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)						
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport)						
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques						
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration						
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)						
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)						
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie						
Ministère du Conseil exécutif (Relations avec les Québécois d'expression anglaise)						
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)						
Total pour chaque catégorie	4	11	1	4	10	2
SANS programme de soutien à la mission globale (SMG)						
Ministère de la Justice						
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)						
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)						
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)						
Ministère de la Sécurité publique						
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)						
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)						
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)						
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)						
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité)						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)						

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

2. Évolution du financement par ministère

Nous avons vu dans la section précédente l'évolution globale des différents modes de financement. Les constats que nous en avons tirés masquent toutefois de grandes différences d'un ministère à l'autre. Afin de bien comprendre la situation spécifique à chaque ministère, nous avons mesuré l'évolution des trois modes de financement pour chacun des ministères et organismes gouvernementaux identifiés dans l'*État de situation 2019-2020*. Dans les pages suivantes, nous présentons les données par ministère, en tableau et en graphique, accompagnées d'un court commentaire.

Soulignons, par ailleurs, que trois ministères n'offrent **aucun soutien financier aux organismes communautaires** et sont donc complètement absents de l'*État de situation* :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
- Ministère du Tourisme

2.1 Ministère de la Culture, des Communications

Le soutien à la mission globale est à la hausse depuis quelques années et la proportion accordée à ce mode de financement se situe au-dessus de la barre des 80%, après un sommet de plus de 94 % entre 2015 et 2017. La proportion moindre en soutien à la mission s'explique par l'ajout de fonds importants pour des immobilisations et pour de l'aide aux projets, concentrés sur un nombre relativement peu élevé d'organismes (15 pour les immobilisations et 28 pour les projets), soit moins de 10 % des 156 qui reçoivent du soutien à la mission. De ce nombre, 147 sont des médias communautaires avec une moyenne de 52 348\$ en soutien à la mission et 9 sont des organismes de loisir culturel recevant en moyenne 150 000\$.

L'exceptionnelle somme attribuée aux immobilisations en 2010-2011 s'explique par un soutien substantiel accordé à la Radio communautaire francophone de Montréal (CIBL 101,5) pour son aménagement dans une nouvelle bâtisse, le 2-22 dont il est copropriétaire. À partir de 2013-2014, la proportion des immobilisations s'est maintenue à un niveau entre 5 et 8 %, à l'exception de 2018-2019 où un seul organisme a obtenu du financement dans le cadre du programme *Aide aux immobilisations*, comparativement à 15 en 2019-2020.

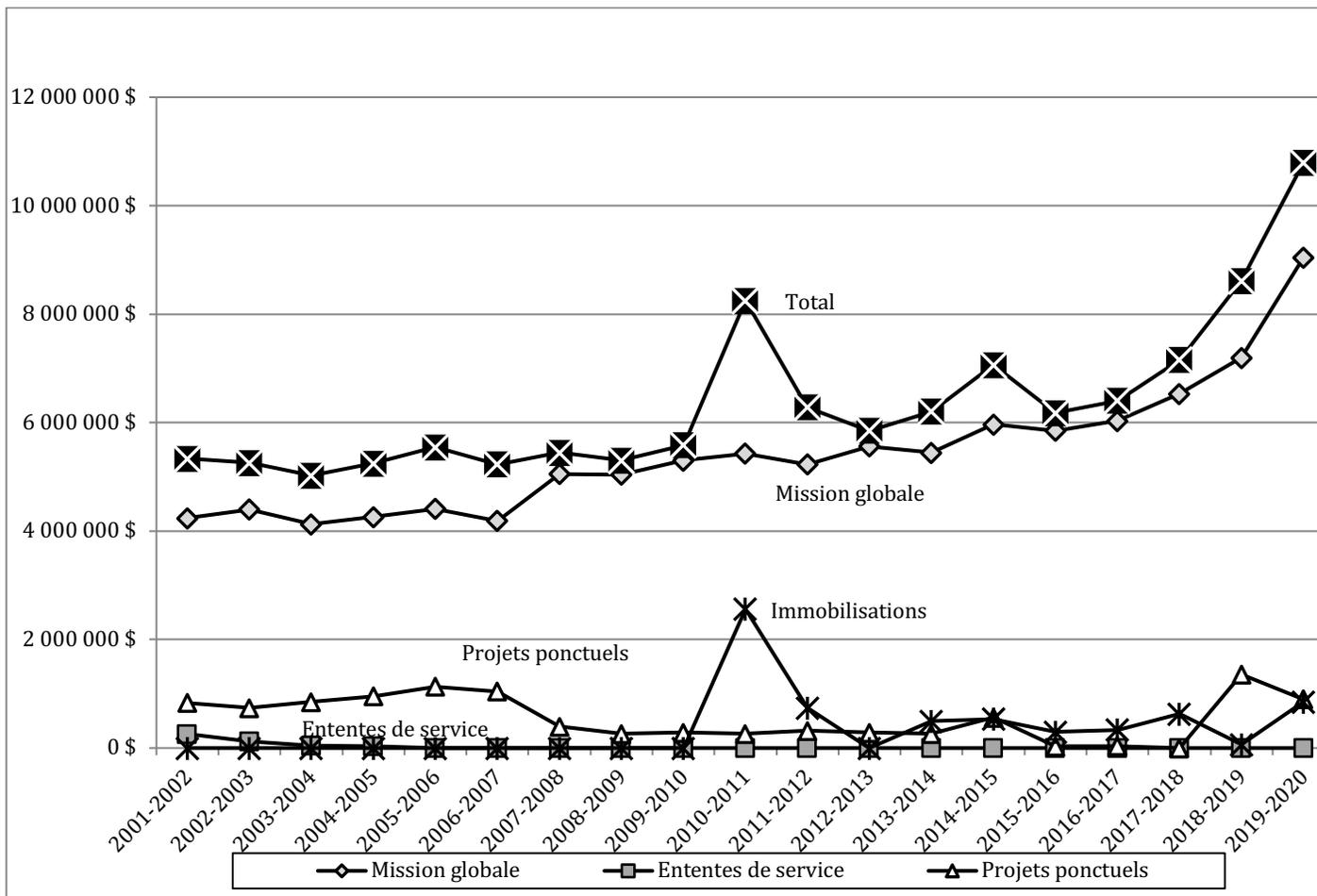
Ministère de la Culture et des Communications			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	184	23 158 \$	10 000 \$
2005-2006	180	24 493 \$	10 000 \$
2006-2007	171	24 489 \$	10 000 \$
2007-2008	148	34 157 \$	23 659 \$
2008-2009	147	34 305 \$	24 750 \$
2009-2010	158	33 545 \$	24 234 \$
2010-2011	164	33 093 \$	24 102 \$
2011-2012	163	32 080 \$	23 625 \$
2012-2013	162	34 328 \$	23 068 \$
2013-2014	162	33 631 \$	29 684 \$
2014-2015	163	36 612 \$	29 590 \$
2015-2016	163	35 895 \$	29 435 \$
2016-2017	162	37 241 \$	29 263 \$
2017-2018	162	40 322 \$	36 034 \$
2018-2019	159	45 265 \$	35 000 \$
2019-2020	156	57 981 \$	51 368 \$

Tableau 2.1
Ministère de la Culture et des Communications
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations*		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	4 240 314	79,5	259 960	4,9	835 661	15,7	0	0,0	5 335 935
2002-2003	4 397 407	83,6	122 500	2,3	740 059	14,1	0	0,0	5 259 966
2003-2004	4 129 193	82,2	45 935	0,9	850 010	16,9	0	0,0	5 025 138
2004-2005	4 261 034	81,2	30 620	0,6	957 017	18,2	0	0,0	5 248 671
2005-2006	4 408 794	79,5	0	0,0	1 134 884	20,5	0	0,0	5 543 678
2006-2007	4 187 590	80,0	0	0,0	1 045 450	20,0	0	0,0	5 233 040
2007-2008	5 055 263	92,8	0	0,0	393 525	7,2	0	0,0	5 448 788
2008-2009	5 042 832	95,1	0	0,0	262 085	4,9	0	0,0	5 304 917
2009-2010	5 300 072	94,9	0	0,0	283 938	5,1	0	0,0	5 584 010
2010-2011	5 427 305	65,8	0	0,0	260 500	3,2	2 562 225	31,1	8 250 030
2011-2012	5 229 059	83,2	0	0,0	316 760	5,0	736 760	11,7	6 282 579
2012-2013	5 561 165	95,1	0	0,0	287 000	4,9	0	0,0	5 848 165
2013-2014	5 448 266	87,8	0	0,0	260 784	4,2	498 178	8,0	6 207 228
2014-2015	5 967 764	84,5	0	0,0	562 700	8,0	534 384	7,6	7 064 848
2015-2016	5 850 873	94,7	0	0,0	30 000	0,5	295 478	4,8	6 176 351
2016-2017	6 033 083	94,2	0	0,0	38 000	0,6	334 093	5,2	6 405 176
2017-2018	6 532 163	91,2	0	0,0	0	0,0	627 852	8,8	7 160 015
2018-2019	7 197 164	83,5	0	0,0	1 357 284	15,8	62 100	0,7	8 616 548
2019-2020	9 045 090	83,8	0	0,0	899 060	8,3	850 375	7,9	10 794 525

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.1
Ministère de la Culture et des Communications
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.2 Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)

Ce n'est qu'à partir de 2005-2006 que l'*État de situation* ne prend en considération que les montants accordés à l'action communautaire, d'où l'absence de données pour les années antérieures. La mission globale de cinq organismes communautaires en théâtre et en vidéo est soutenue financièrement par le Conseil des arts et des lettres du Québec, mais sans que soit spécifié s'il s'agit d'un programme en particulier et avec des sommes si peu élevées (et stagnantes) qu'elles ne représentent probablement qu'une infime partie du financement de base de ces organismes. Il est aussi inquiétant de constater que ces organismes reçoivent à peu près la même somme depuis près de 15 ans, sans que ne soit pris en compte l'augmentation des besoins et les hausses du coût de la vie.

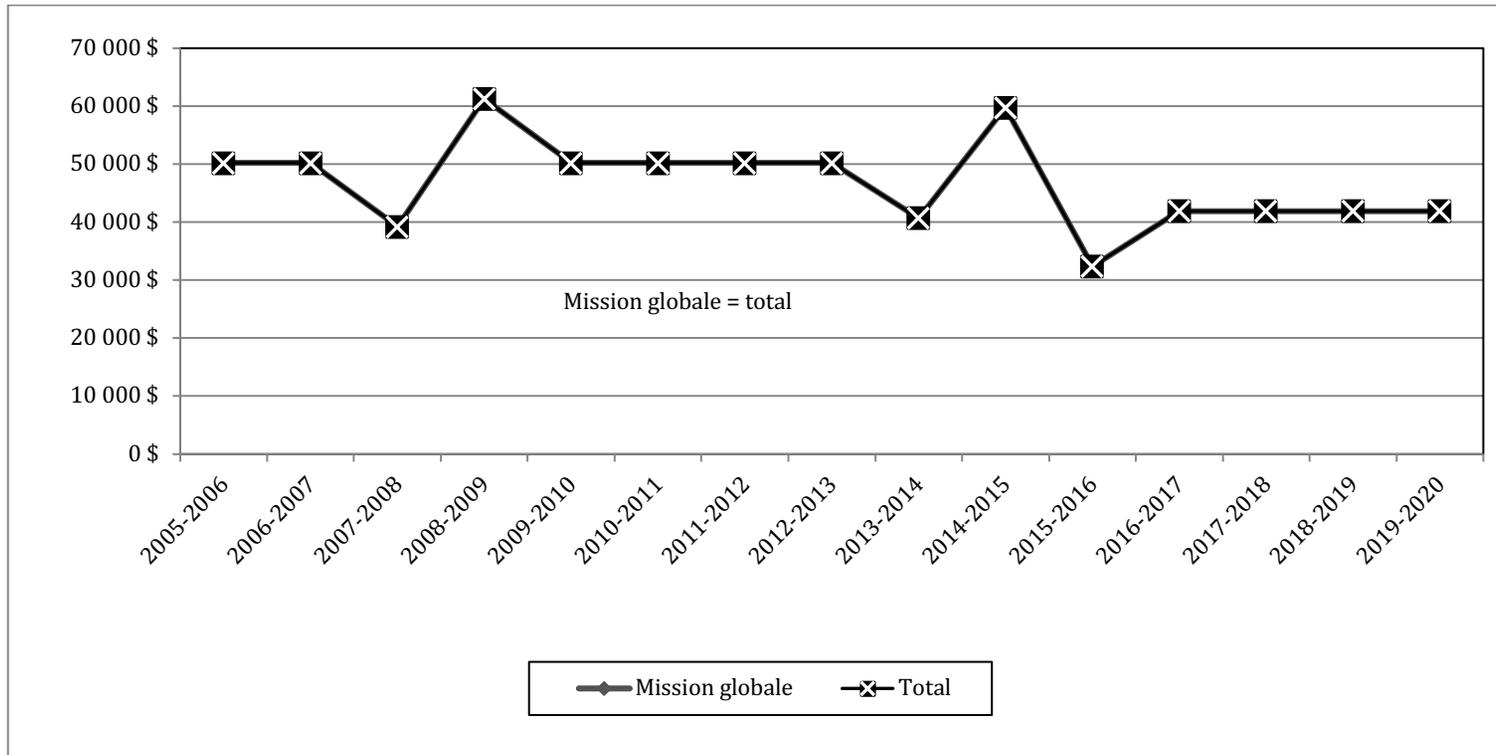
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2005-2006	6	8 373 \$	8 309 \$
2006-2007	5	8 373 \$	8 309 \$
2007-2008	6	7 841 \$	8 291 \$
2008-2009	6	10 211 \$	8 309 \$
2009-2010	6	8 373 \$	8 309 \$
2010-2011	6	8 373 \$	8 309 \$
2011-2012	6	8 373 \$	8 309 \$
2012-2013	6	8 373 \$	8 309 \$
2013-2014	5	8 142 \$	8 291 \$
2014-2015	6	9 961 \$	8 291 \$
2015-2016	4	8 096 \$	7 906 \$
2016-2017	5	8 382 \$	8 291 \$
2017-2018	5	8 382 \$	8 291 \$
2018-2019	5	8 382 \$	8 291 \$
2019-2020	5	8 382 \$	8 291 \$

Tableau 2.2
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2005-2006 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2005-2006	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2006-2007	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2007-2008	39 207	100,0	0	0,0	0	0,0	39 207
2008-2009	61 267	100,0	0	0,0	0	0,0	61 267
2009-2010	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2010-2011	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2011-2012	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2012-2013	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2013-2014	40 711	100,0	0	0,0	0	0,0	40 711
2014-2015	59 763	100,0	0	0,0	0	0,0	59 763
2015-2016	32 384	100,0	0	0,0	0	0,0	32 384
2016-2017	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2017-2018	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2018-2019	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2019-2020	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.2
Ministère de la Culture et des Communications et de la Condition féminine (Conseil des arts et des lettres du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2005-2006 à 2019-2020



2.3 Ministère de la Famille (Famille)

Avant les transferts associés à l'application de la Politique en action communautaire, les organismes communautaires Famille (OCF) étaient pour la plupart rattachés au MSSS. C'est pourquoi le soutien à la mission de ces organismes n'apparaît qu'à partir du début des transferts, soit en 2003-2004. Après plusieurs années de plafonnement à plus ou moins 19 millions\$, le financement accordé à la mission a fait un grand bond en 2019-2020 passant à plus de 29 millions\$. On a vu ainsi croître le nombre d'organismes en bénéficiant, mais également la moyenne et la médiane du financement obtenu par organisme.

La hausse du financement par ententes de service à partir de 2011-2012 découle d'une comptabilisation différente de la contribution du ministère aux dépenses des OCF reliées aux haltes-garderies, celle-ci étant dorénavant versée en ententes de service et non en soutien à la mission, ce qui était le cas avant cette date. Cela a eu pour effet d'augmenter la proportion du financement total accordé aux ententes de service (de 5 % à autour de 15 %), diminuant ainsi celle consacrée au soutien à la mission (de 94 % à 80 %).

Les montants accordés aux projets ponctuels demeurent dans l'ensemble peu élevés, sauf en 2016-2017. C'est l'année où le ministère avait obtenu un transfert d'argent du ministère de l'Éducation dans le cadre de la *Stratégie 0-8 ans*, d'où la proportion très élevée et exceptionnelle associée à ce mode de financement.

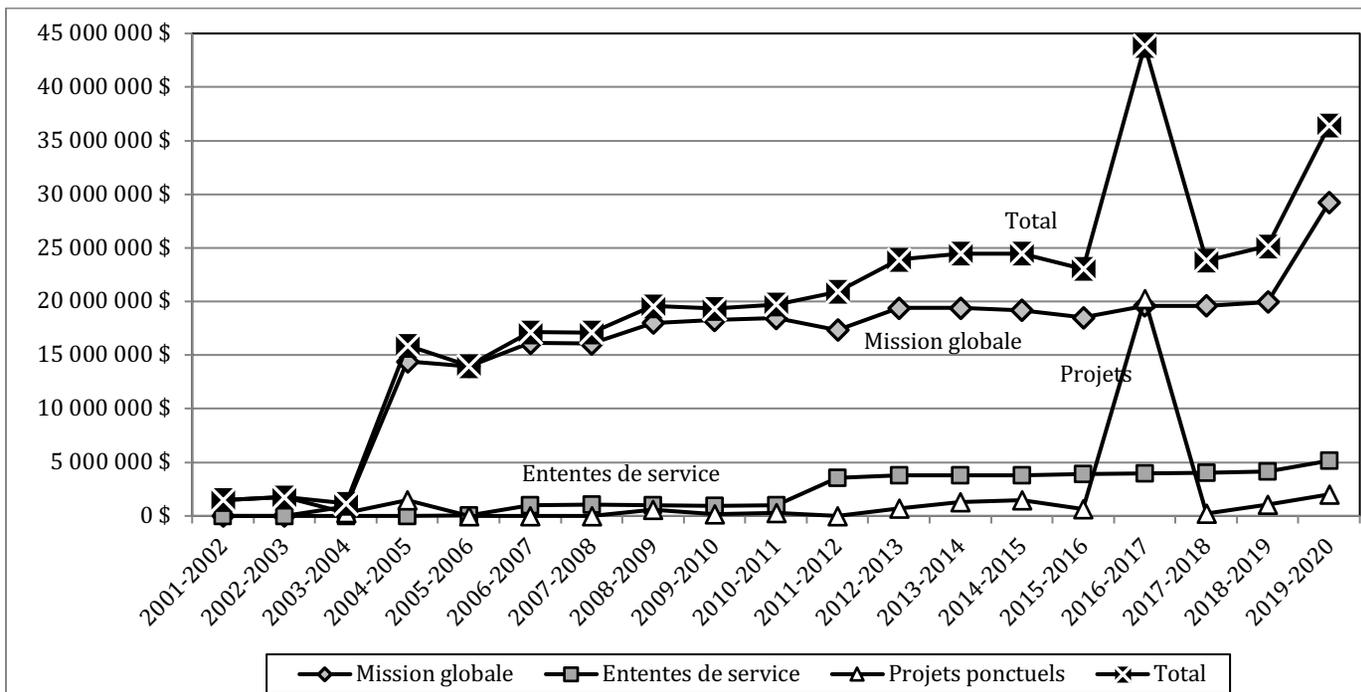
Ministère de la Famille			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	265	54 410 \$	49 544 \$
2005-2006	272	51 327 \$	46 921 \$
2006-2007	269	59 982 \$	54 867 \$
2007-2008	268	59 996 \$	54 697 \$
2008-2009	267	67 453 \$	60 200 \$
2009-2010	268	68 188 \$	61 010 \$
2010-2011	267	69 091 \$	62 353 \$
2011-2012	283	61 267 \$	54 209 \$
2012-2013	283	68 526 \$	60 014 \$
2013-2014	283	68 526 \$	60 014 \$
2014-2015	280	55 122 \$	49 735 \$
2015-2016	270	68 516 \$	60 014 \$
2016-2017	270	72 617 \$	63 850 \$
2017-2018	270	72 617 \$	63 850 \$
2018-2019	270	73 874 \$	64 956 \$
2019-2020	289	101 161 \$	99 827 \$

Tableau 2.3
Ministère de la Famille
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0	1 500 000	100,0	1 500 000
2002-2003	0	0,0	0	0,0	1 750 000	100,0	1 750 000
2003-2004	882 000	75,3	0	0,0	290 000	24,7	1 172 000
2004-2005	14 418 551	90,7	0	0,0	1 480 000	9,3	15 898 551
2005-2006	13 961 043	99,8	32 000	0,2	0	0,0	13 993 043
2006-2007	16 135 206	94,1	1 009 000	5,9	0	0,0	17 144 206
2007-2008	16 078 963	93,9	1 037 000	6,1	0	0,0	17 115 963
2008-2009	18 010 043	92,0	970 000	5,0	594 149	3,0	19 574 192
2009-2010	18 274 256	94,5	920 969	4,8	139 078	0,7	19 334 303
2010-2011	18 447 186	93,5	1 020 747	5,2	255 147	1,3	19 723 080
2011-2012	17 338 543	82,9	3 572 478	17,1	0	0,0	20 911 021
2012-2013	19 392 821	81,1	3 801 810	15,9	725 801	3,0	23 920 432
2013-2014	19 392 821	79,2	3 815 751	15,6	1 267 027	5,2	24 475 599
2014-2015	19 200 346	78,5	3 816 913	15,6	1 455 574	5,9	24 472 833
2015-2016	18 499 216	80,3	3 894 433	16,9	650 500	2,8	23 044 149
2016-2017	19 606 697	44,7	3 992 710	9,1	20 241 054	46,2	43 840 461
2017-2018	19 606 697	82,3	4 007 680	16,8	215 975	0,9	23 830 352
2018-2019	19 946 029	79,3	4 171 408	16,6	1 046 544	4,2	25 163 981
2019-2020	29 235 636	80,3	5 147 660	14,1	2 018 218	5,5	36 401 514

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.3
Ministère de la Famille
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.4 Ministère de la Justice

Le soutien financier total de ce ministère a connu une croissance continue, mais il est presque uniquement consacré aux ententes de service avec les centres de justice de proximité et les services d'aide aux victimes d'actes criminels. Quant à la proportion du financement de ce ministère dédié aux projets, elle est répartie dans des programmes variés qui disposent de peu d'argent pour notamment favoriser l'accès à la justice, lutter contre l'homophobie et la transphobie et offrir des mesures pour les Autochtones.

Notons qu'en ne soutenant la mission que d'un seul organisme, ce ministère est très loin d'appliquer un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

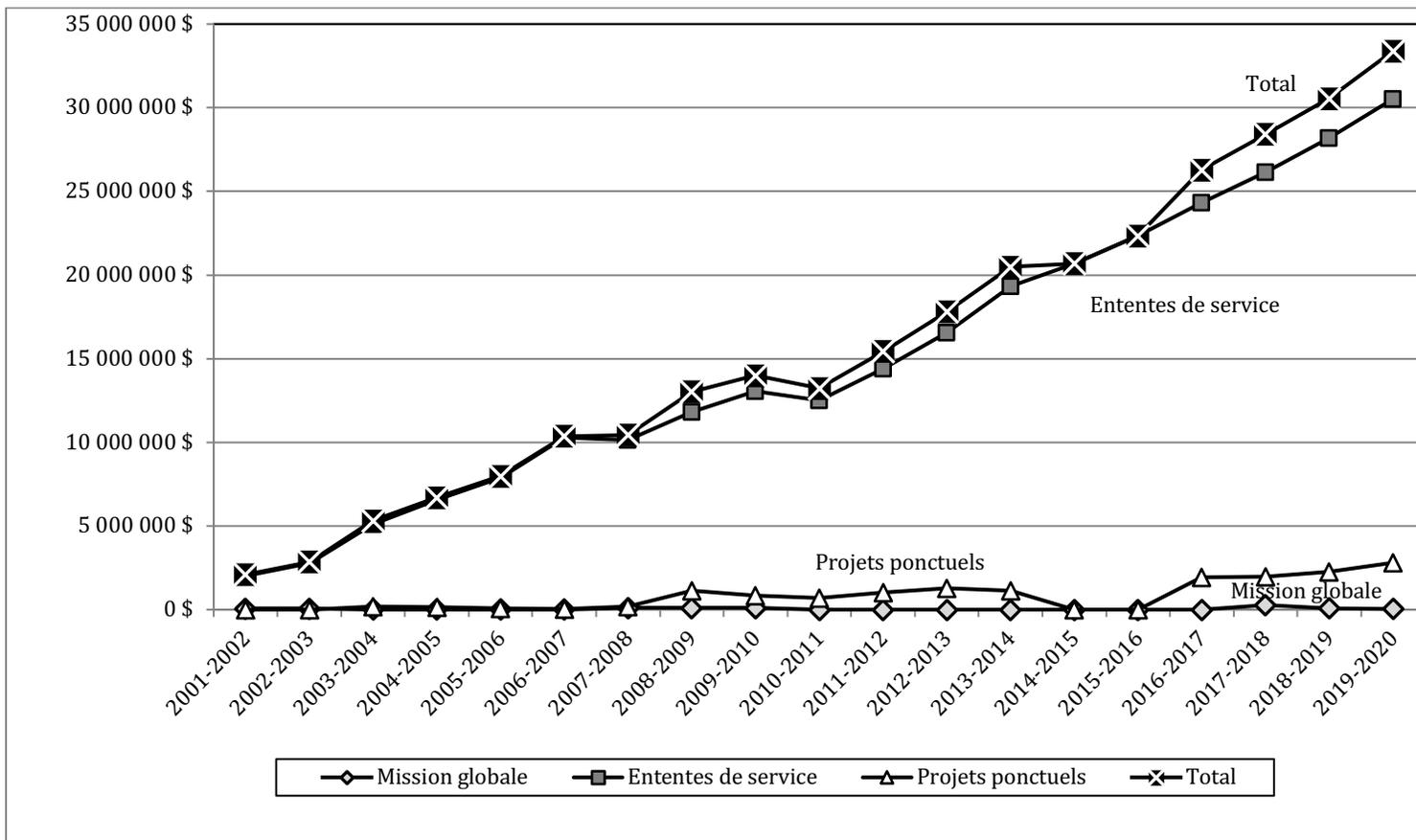
Ministère de la Justice			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	10 100 \$	s/o
2005-2006	1	10 100 \$	s/o
2006-2007	1	10 100 \$	s/o
2007-2008	2	55 050 \$	55 050 \$
2008-2009	2	55 050 \$	55 050 \$
2009-2010	1	100 000 \$	s/o
2010-2011	0	s/o	s/o
2011-2012	0	s/o	s/o
2012-2013	0	s/o	s/o
2013-2014	0	s/o	s/o
2014-2015	0	s/o	s/o
2015-2016	0	s/o	s/o
2016-2017	0	s/o	s/o
2017-2018	1	275 000 \$	275 000 \$
2018-2019	1	78 500 \$	78 500 \$
2019-2020	1	59 126 \$	59 126 \$

Tableau 2.4
Ministère de la Justice
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	75 000	3,6	2 019 831	96,4	0	0,0	2 094 831
2002-2003	75 000	2,6	2 781 278	97,4	0	0,0	2 856 278
2003-2004	10 100	0,2	5 116 977	96,3	188 013	3,5	5 315 090
2004-2005	10 100	0,2	6 566 027	97,8	134 232	2,0	6 710 359
2005-2006	10 100	0,1	7 897 283	99,0	66 000	0,8	7 973 383
2006-2007	10 100	0,1	10 301 519	99,4	50 000	0,5	10 361 619
2007-2008	110 100	1,1	10 135 500	97,1	193 017	1,8	10 438 617
2008-2009	110 100	0,8	11 802 429	90,5	1 121 880	8,6	13 034 409
2009-2010	100 100	0,7	13 040 153	93,2	852 294	6,1	13 992 547
2010-2011	0	0,0	12 505 050	94,6	715 587	5,4	13 220 637
2011-2012	0	0,0	14 408 744	93,4	1 023 492	6,6	15 432 236
2012-2013	0	0,0	16 543 091	92,9	1 265 169	7,1	17 808 260
2013-2014	0	0,0	19 329 711	94,4	1 145 707	5,6	20 475 418
2014-2015	0	0,0	20 675 604	100,0	0	0,0	20 675 604
2015-2016	0	0,0	22 338 495	100,0	0	0,0	22 338 495
2016-2017	0	0,0	24 330 320	92,6	1 949 892	7,4	26 280 212
2017-2018	275 000	1,0	26 144 905	92,0	1 991 322	7,0	28 411 227
2018-2019	78 500	0,3	28 203 379	92,3	2 261 942	7,4	30 543 821
2019-2020	59 126	0,3	30 521 229	91,4	2 806 615	8,4	33 386 970

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.4
Ministère de la Justice
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.5 Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)

L'Office de la protection du consommateur a inscrit du financement aux organismes communautaires pour la première fois en 2012-2013. Il s'agit d'une somme attribuée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat*. Ce n'est qu'en 2018-2019 que s'est ajouté le *Programme de soutien aux activités d'éducation financière et de consultation budgétaire* avec une première enveloppe dédiée au soutien à la mission, soit un peu plus de 400 000 \$ répartis entre 35 organismes. Cette enveloppe s'est toutefois transformée en financement par projets en 2019-2020. Par conséquent, en l'absence de programme de soutien à la mission, ce ministère contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est un d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

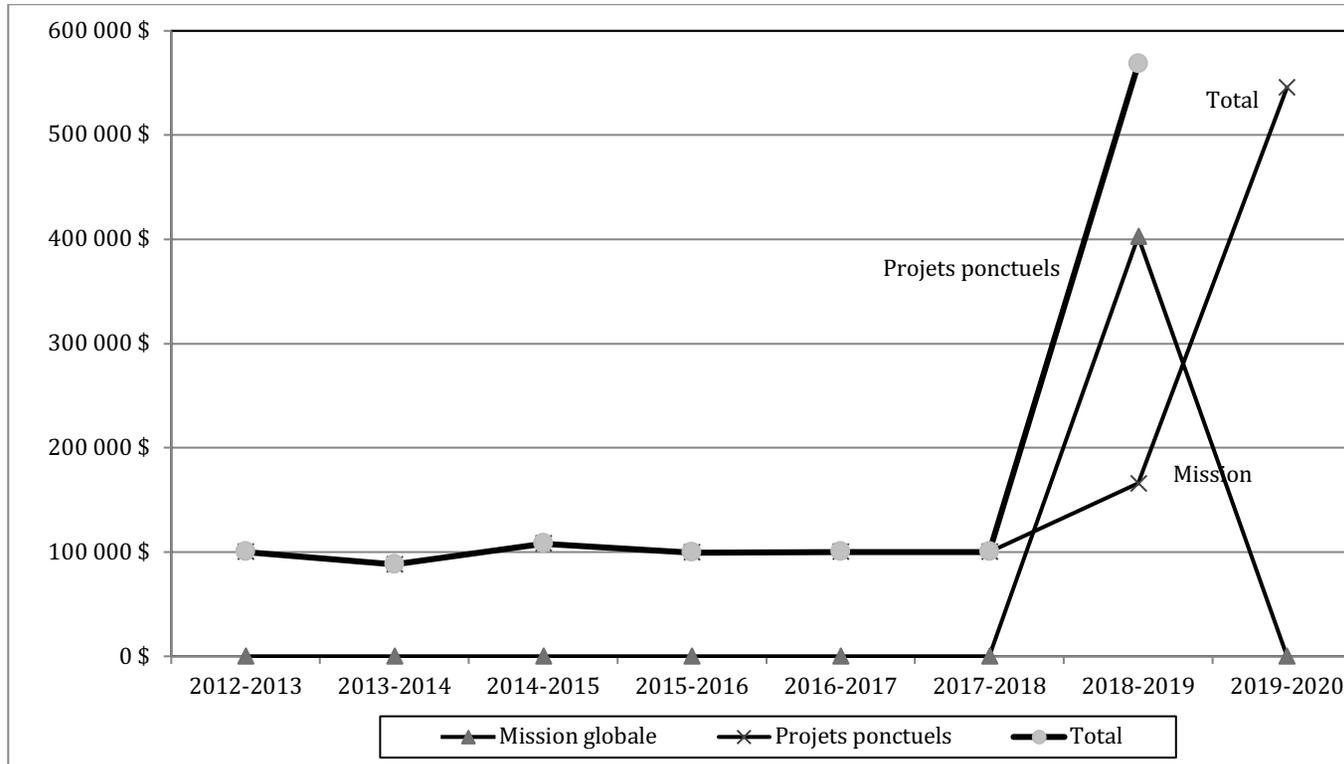
Ministère de la Justice (Office de protection du consommateur)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	35	11 500 \$	inconnue
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.5
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2012-2003 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2012-2013	0	0,0	0	0,0	100 000	100	100 000
2013-2014	0	0,0	0	0,0	88 146	100	88 146
2014-2015	0	0,0	0	0,0	108 035	100	108 035
2015-2016	0	0,0	0	0,0	99 404	100	99 404
2016-2017	0	0,0	0	0,0	100 000	100	100 000
2017-2018	0	0,0	0	0,0	100 120	100	100 120
2018-2019	402 500	70,8	0	0,0	165 748	29	568 248
2019-2020	0	0,0	0	0,0	545 730	100	545 730

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.5
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2012-2003 à 2019-2020



2.6 Ministère de la Santé et des Services sociaux

Le soutien à la mission de ce ministère est concentré dans le *Programme de soutien aux organismes communautaires* (PSOC) qui accapare 96 % du financement total accordé aux organismes communautaires par le MSSS. La proportion accordée au soutien à la mission, qui diminuait constamment depuis 2016-2017, a connu une légère remontée en 2019-2020 pour dépasser la barre du 80 %. Cette remontée s'explique en partie par une augmentation du soutien à la mission un peu plus significative que par les années passées (50 millions\$ au lieu de 5 à 15 millions\$ d'augmentation).

La légère croissance du financement par ententes de service en 2019-2020, moins élevée que celle des deux années précédentes, s'explique en grande partie par la transformation en ententes de service du financement par projet du *Programme d'aide aux joueurs pathologiques*. La proportion consacrée aux projets, qui avait atteint un sommet en 2018-2019 avec 9,8 % du financement total du ministère aux organismes communautaires en santé et services sociaux, est revenu à un niveau de 6,3% en 2019-2020. C'est principalement la diminution de plus de 20 millions\$ du volet projet du PSOC qui a contribué à cette décroissance.

Précisons ici que le terme « entente de service » correspond, dans le cas du MSSS, à des « ententes pour le financement d'activités spécifiques » utilisées pour la réalisation d'activités qui sont en cohérence avec la mission de l'organisme. L'utilisation du terme « entente de service » est donc différente de celle présentée dans l'État de situation, soit une entente « pour des services complémentaires à ceux du réseau public ¹⁰ », et ce, pour l'atteinte des priorités et des orientations ministérielles. L'entente de service est hors PSOC alors que l'entente spécifique est l'un des trois modes à l'intérieur du PSOC.

¹⁰ *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation 2019-2020*, p. 59.

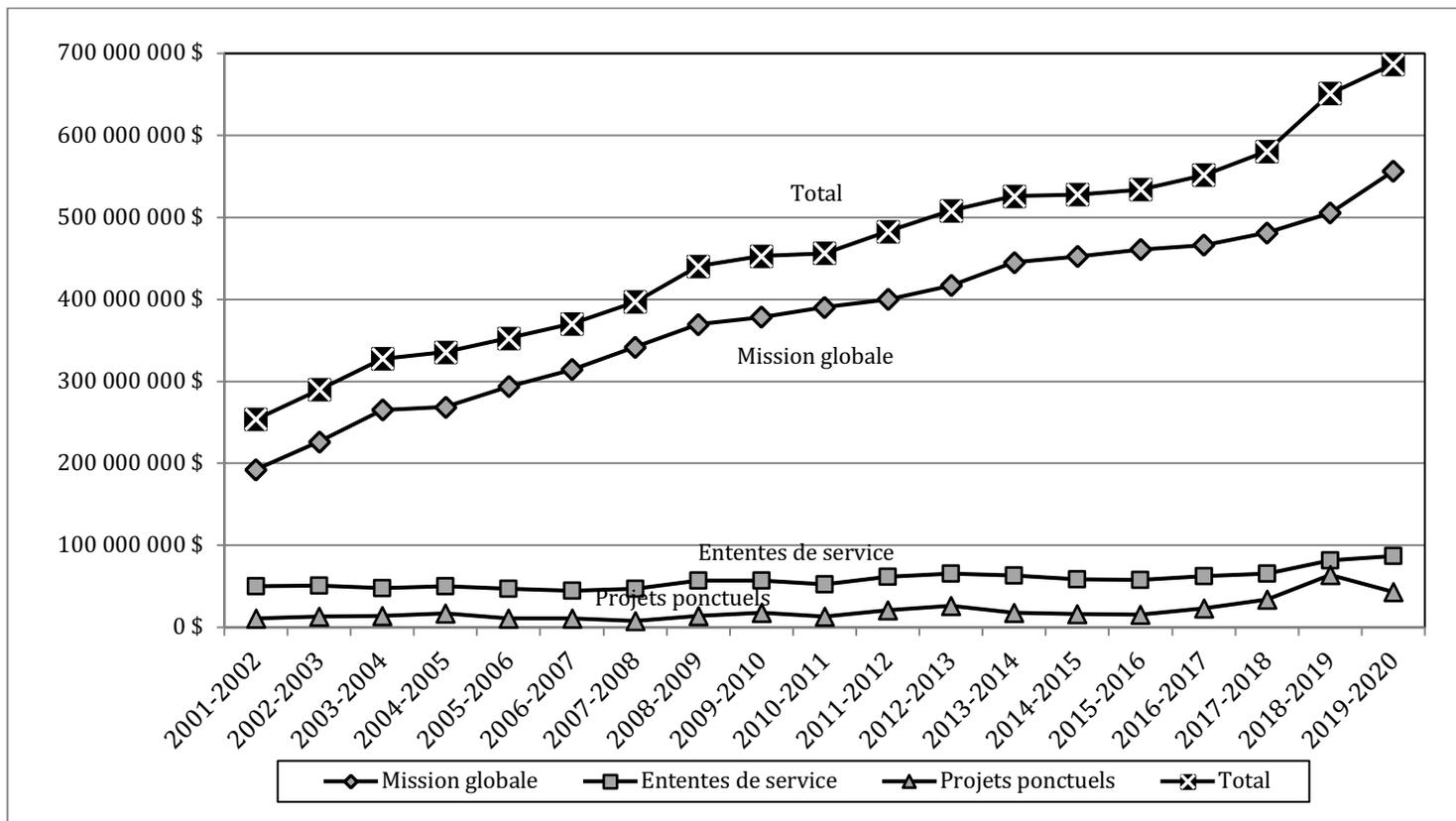
Ministère de la Santé et des Services sociaux			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	2745	97 873 \$	60 993 \$
2005-2006	2744	107 099 \$	65 983 \$
2006-2007	2776	113 350 \$	69 502 \$
2007-2008	2839	120 363 \$	72 992 \$
2008-2009	2889	127 874 \$	78 016 \$
2009-2010	2876	131 546 \$	81 694 \$
2010-2011	2885	135 349 \$	84 660 \$
2011-2012	2885	135 349 \$	84 660 \$
2012-2013	2886	144 460 \$	90 579 \$
2013-2014	2911	152 910 \$	98 874 \$
2014-2015	2924	154 736 \$	100 534 \$
2015-2016	2928	157 359 \$	102 056 \$
2016-2017	2897	160 925 \$	105 094 \$
2017-2018	2989	160 988 \$	105 612 \$
2018-2019	2970	170 254 \$	113 911 \$
2019-2020	3013	184 675 \$	128 035 \$

Tableau 2.6
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	192 550 542	75,9	50 218 119	19,8	10 927 392	4,3	253 696 053
2002-2003	226 329 485	78,1	50 663 041	17,5	12 934 998	4,5	289 927 524
2003-2004	265 320 693	81,0	48 074 432	14,7	14 101 934	4,3	327 497 059
2004-2005	268 661 793	80,0	50 042 982	14,9	17 014 505	5,1	335 719 280
2005-2006	293 879 946	83,4	47 480 455	13,5	11 206 559	3,2	352 566 960
2006-2007	314 658 236	84,9	44 632 414	12,0	11 197 098	3,0	370 487 748
2007-2008	341 710 901	86,1	47 454 810	12,0	7 868 688	2,0	397 034 399
2008-2009	369 428 469	83,8	56 919 621	12,9	14 269 612	3,2	440 617 702
2009-2010	378 325 175	83,6	56 826 124	12,5	17 656 675	3,9	452 807 974
2010-2011	390 481 479	85,6	52 375 289	11,5	13 454 123	2,9	456 310 891
2011-2012	400 118 492	82,9	61 480 604	12,7	21 223 079	4,4	482 822 175
2012-2013	416 911 260	82,0	65 279 075	12,8	25 978 441	5,1	508 168 776
2013-2014	445 121 129	84,6	63 120 898	12,0	17 757 232	3,4	525 999 259
2014-2015	452 449 346	85,7	58 783 391	11,1	16 670 808	3,2	527 903 545
2015-2016	460 747 324	86,3	58 190 430	10,9	15 243 484	2,9	534 181 238
2016-2017	466 198 169	84,5	62 158 423	11,3	23 353 089	4,2	551 709 681
2017-2018	481 193 807	82,9	65 361 303	11,3	34 089 446	5,9	580 644 556
2018-2019	505 655 324	77,7	81 529 223	12,5	64 002 496	9,8	651 187 043
2019-2020	556 424 647	81,0	87 035 345	12,7	43 443 909	6,3	686 903 901

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.6
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.7 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)

Selon les données colligées par le SACAIS, le Secrétariat aux aînés ne soutient la mission d'aucun organisme communautaire, la plupart étant directement rattachés au ministère de la Santé et des Services sociaux, et ne verse de l'argent aux organismes communautaires que pour des projets. Un nouveau programme de financement, *Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité* (plus de 6 millions\$), s'est ajouté en 2019-2020, faisant tripler la somme accordée par ce ministère à un plus grand nombre d'organismes communautaires, mais pour des projets sur une thématique bien précise. Le reste du financement par projet est accordé par le biais du programme *Québec ami des aînés* et, dans une moindre mesure, par le programme *Saines habitudes de vie*.

Notons qu'en ne soutenant la mission d'aucun organisme d'action communautaire autonome, le Secrétariat aux aînés contrevient à un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

Tableau 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

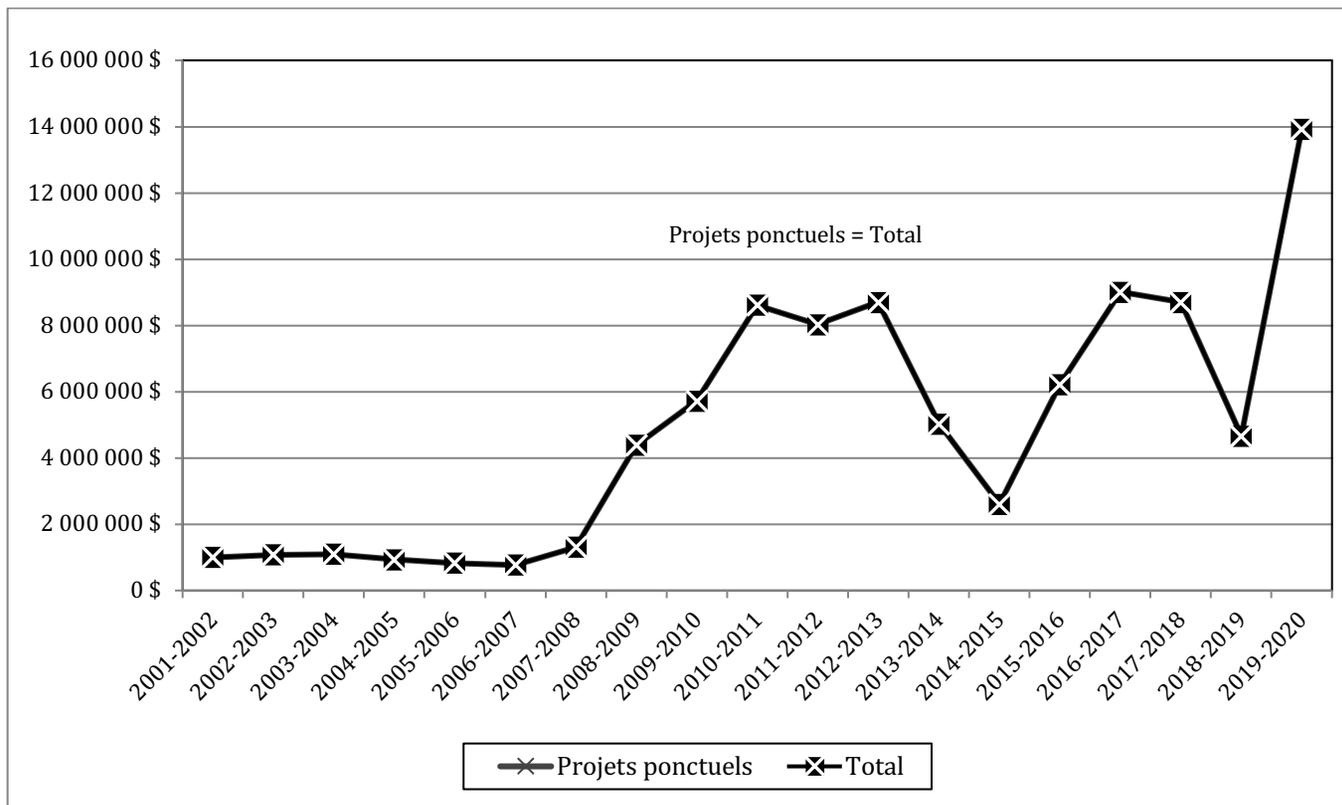
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Graphique 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0	999 450	100,0	999 450
2002-2003	0	0,0	0	0,0	1 075 000	100,0	1 075 000
2003-2004	0	0,0	0	0,0	1 101 000	100,0	1 101 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	932 000	100,0	932 000
2005-2006	0	0,0	0	0,0	827 280	100,0	827 280
2006-2007	0	0,0	0	0,0	768 400	100,0	768 400
2007-2008	0	0,0	0	0,0	1 311 747	100,0	1 311 747
2008-2009	0	0,0	0	0,0	4 380 327	100,0	4 380 327
2009-2010	0	0,0	0	0,0	5 723 350	100,0	5 723 350
2010-2011	0	0,0	0	0,0	8 610 835	100,0	8 610 835
2011-2012	0	0,0	0	0,0	8 027 722	100,0	8 027 722
2012-2013	0	0,0	0	0,0	8 699 752	100,0	8 699 752
2013-2014	0	0,0	0	0,0	5 029 056	100,0	5 029 056
2014-2015	0	0,0	0	0,0	2 611 112	100,0	2 611 112
2015-2016	0	0,0	0	0,0	6 221 252	100,0	6 221 252
2016-2017	0	0,0	0	0,0	9 010 820	100,0	9 010 820
2017-2018	0	0,0	0	0,0	8 695 764	100,0	8 695 764
2018-2019	0	0,0	0	0,0	4 666 248	100,0	4 666 248
2019-2020	0	0,0	0	0,0	13 925 092	100,0	13 925 092

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.8 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)

La chute radicale en 2003-2004 de la proportion attribuée au soutien à la mission globale s'explique par le transfert, soit au SACAIS, soit au MSSS, de tous les organismes dont la mission était soutenue par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), à l'exception d'un organisme à vocation internationale. Par souci de cohérence, nous avons donc exclus du graphique les données de 2001-2002 et 2002-2003. Le soutien financier de l'OPHQ aux organismes communautaires est essentiellement dévolu au financement de projets ponctuels par le biais du *Programme de soutien aux organismes de promotion*.

En ne soutenant la mission d'aucun organisme, l'OPHQ est très loin d'appliquer un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

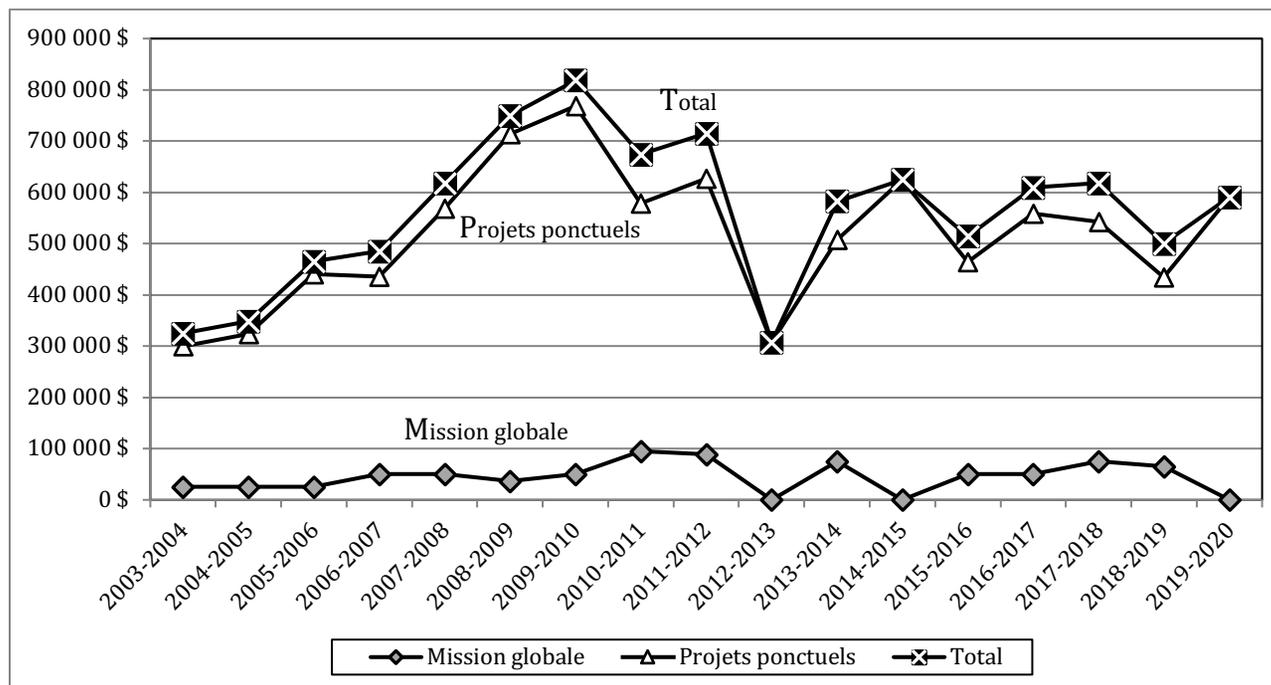
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	25 000 \$	s/o
2005-2006	1	25 000 \$	s/o
2006-2007	1	50 000 \$	s/o
2007-2008	1	50 000 \$	s/o
2008-2009	1	36 267 \$	s/o
2009-2010	1	50 000 \$	s/o
2010-2011	1	95 000 \$	s/o
2011-2012	1	88 520 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	1	75 000 \$	75 000 \$
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	1	50 000 \$	50 000 \$
2016-2017	1	50 000 \$	50 000 \$
2017-2018	1	75 000 \$	75 000 \$
2018-2019	1	65 000 \$	65 000 \$
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.8
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	5 118 711	98,9	0	0,0	55 000	1,1	5 173 711
2002-2003	5 565 708	98,1	0	0,0	110 000	1,9	5 675 708
2003-2004	25 000	7,7	0	0,0	299 594	92,3	324 594
2004-2005	25 000	7,2	0	0,0	323 117	92,8	348 117
2005-2006	25 000	5,4	0	0,0	440 354	94,6	465 354
2006-2007	50 000	10,3	0	0,0	434 971	89,7	484 971
2007-2008	50 000	8,1	0	0,0	568 217	91,9	618 217
2008-2009	36 267	4,8	0	0,0	713 414	95,2	749 681
2009-2010	50 000	6,1	0	0,0	768 500	93,9	818 500
2010-2011	95 000	14,1	0	0,0	578 694	85,9	673 694
2011-2012	88 520	12,4	0	0,0	626 409	87,6	714 929
2012-2013	0	0,0	0	0,0	307 560	100,0	307 560
2013-2014	75 000	12,9	0	0,0	507 226	87,1	582 226
2014-2015	0	0,0	0	0,0	624 595	100,0	624 595
2015-2016	50 000	9,7	0	0,0	464 274	90,3	514 274
2016-2017	50 000	8,2	0	0,0	559 202	91,8	609 202
2017-2018	75 000	12,1	0	0,0	543 000	87,9	618 000
2018-2019	65 000	13,0	0	0,0	434 691	87,0	499 691
2019-2020	0	0,0	0	0,0	590 631	100,0	590 631

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.8
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.9 Ministère de la Sécurité publique

Le ministère de la Sécurité publique n'a pas de programme de soutien à la mission et consacre la majeure partie du soutien financier à des ententes de service avec des ressources communautaires pour différents volets : hébergement, suivi dans la communauté, coûts marginaux, sensibilisation et conscientisation. Les volets « hébergement » et « suivi dans la communauté » accaparent 82 % du financement des ententes de service avec plus de 12 millions\$ chacun répartis entre 30 et 35 organismes. La décroissance de l'enveloppe totale accordée aux ententes de service en 2019-2020 s'explique par la disparition du volet « travaux compensatoires » (plus de 2 millions\$ en 2018-2019).

Le financement par projet a connu une hausse importante dans les dernières années, ce qui s'explique par une enveloppe accrue en 2015-2016 au *Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité* et de l'ajout, cette même année, de deux programmes : *Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes* et *Prévention Jeunesse*.

Sans programme de soutien à la mission, ce ministère contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

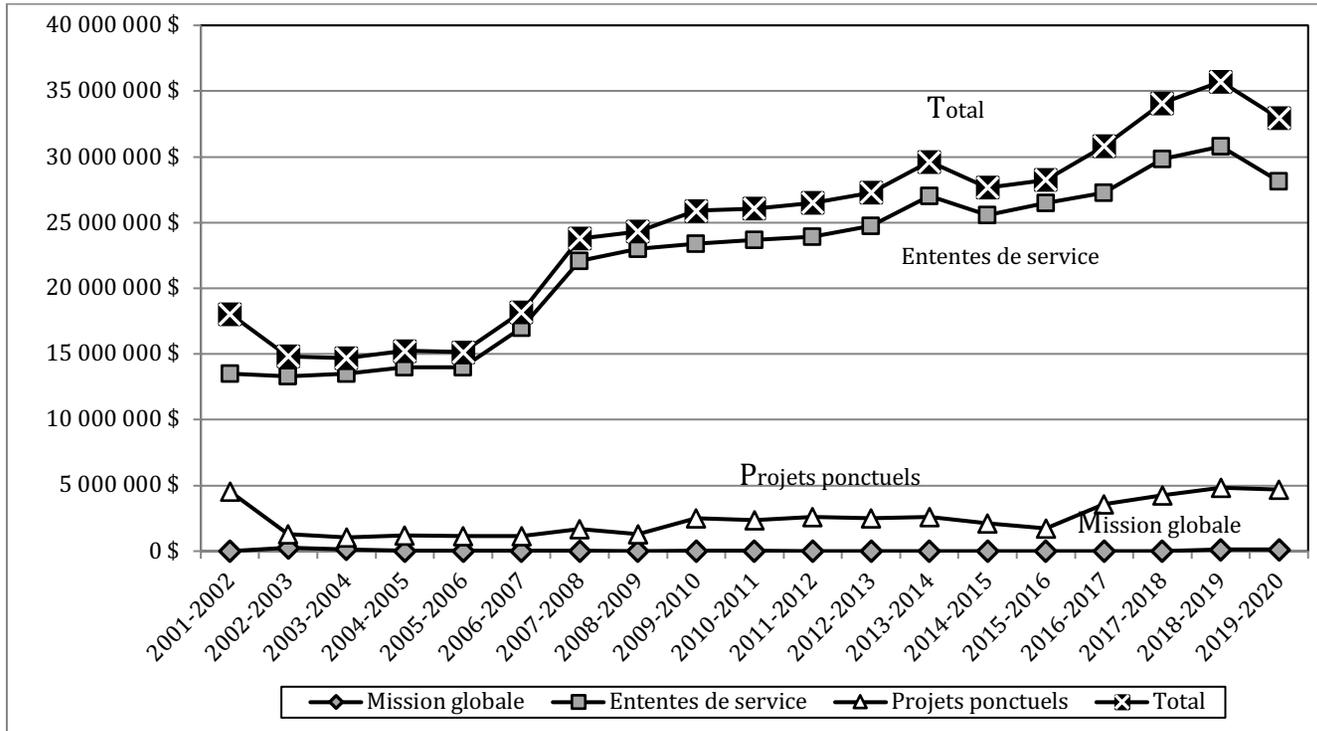
Ministère de la Sécurité publique			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	12 000 \$	s/o
2005-2006	1	12 000 \$	s/o
2006-2007	1	12 000 \$	s/o
2007-2008	1	12 000 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	1	12 000 \$	s/o
2010-2011	1	12 000 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	2	54 278 \$	54 278 \$
2019-2020	2	59 278 \$	59 278 \$

Tableau 2.9
Ministère de la Sécurité publique
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	13 525 727	74,9	4 528 718	25,1	18 054 445
2002-2003	260 000	1,8	13 297 596	89,7	1 271 452	8,6	14 829 048
2003-2004	142 000	1,0	13 498 458	91,9	1 043 182	7,1	14 683 640
2004-2005	12 000	0,1	14 011 545	91,9	1 220 000	8,0	15 243 545
2005-2006	12 000	0,1	13 984 054	92,4	1 140 000	7,5	15 136 054
2006-2007	12 000	0,1	16 999 535	93,5	1 170 000	6,4	18 181 535
2007-2008	12 000	0,1	22 073 481	92,8	1 700 000	7,1	23 785 481
2008-2009	0	0,0	23 023 063	94,7	1 300 000	5,3	24 323 063
2009-2010	12 000	0,05	23 393 291	90,3	2 495 282	9,6	25 900 573
2010-2011	12 000	0,05	23 701 805	90,9	2 360 402	9,1	26 074 207
2011-2012	0	0,0	23 913 213	90,2	2 595 357	9,8	26 508 570
2012-2013	0	0,0	24 762 856	90,8	2 503 490	9,2	27 266 346
2013-2014	0	0,0	27 025 392	91,2	2 607 576	8,8	29 632 968
2014-2015	0	0,0	25 549 818	92,4	2 112 599	7,6	27 662 417
2015-2016	0	0,0	26 499 726	93,8	1 745 000	6,2	28 244 726
2016-2017	0	0,0	27 255 031	88,5	3 550 000	11,5	30 805 031
2017-2018	0	0,0	29 823 708	87,5	4 250 000	12,5	34 073 708
2018-2019	108 555	0,3	30 785 904	86,2	4 824 636	13,5	35 719 095
2019-2020	118 555	0,4	28 134 239	85,4	4 700 000	14,3	32 952 794

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.9
Ministère de la Sécurité publique
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.10 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)

Il s'agit essentiellement du programme *Soutien au Réseau québécois du crédit communautaire* qui a été pris en considération dans *l'État de situation* pour la première fois en 2004-2005. Sauf une rare exception en 2012-2013, la totalité des fonds de ce programme est consacrée à la mission globale d'organismes de microcrédit, dont le nombre d'organisme soutenus est moindre depuis quelques années, mais avec une enveloppe globale qui a connu une croissance importante en 2019-2020.

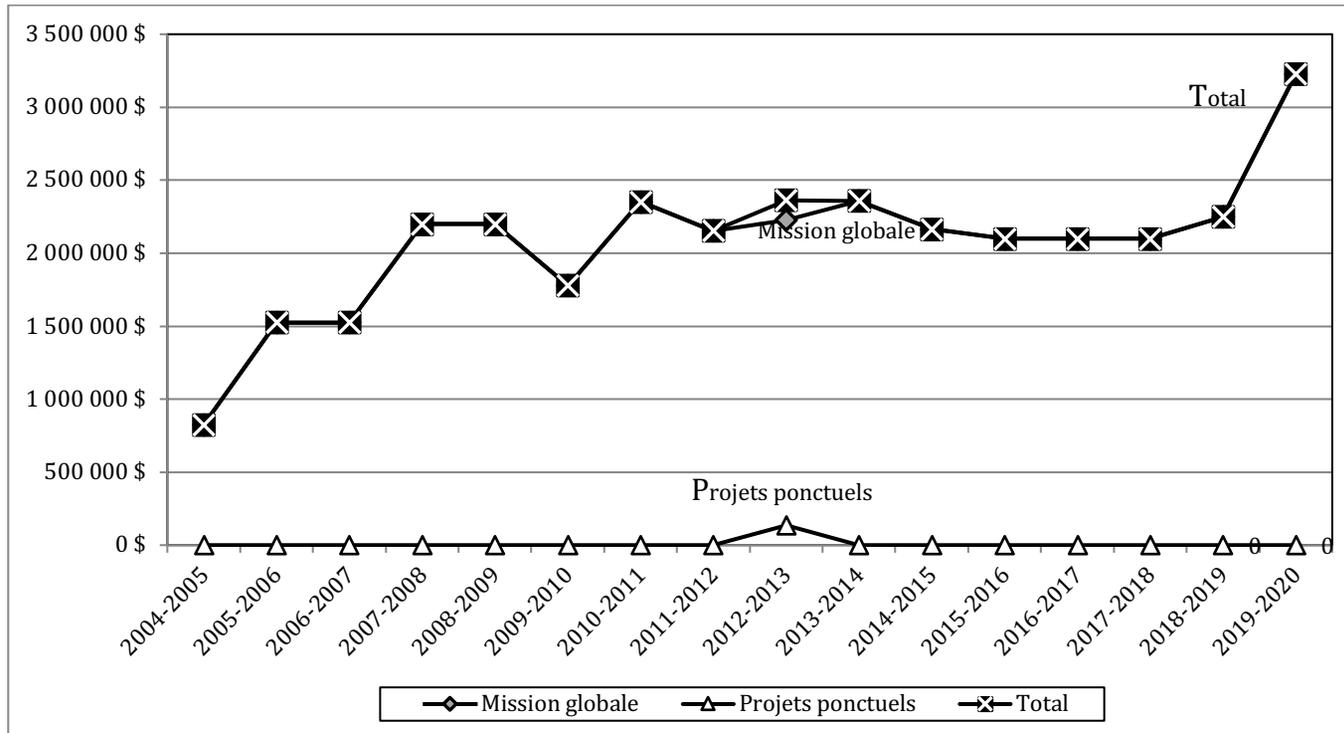
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	nd	nd	nd
2005-2006	17	69 251 \$	59 938 \$
2006-2007	20	76 250 \$	12 074 \$
2007-2008	22	100 000 \$	80 000 \$
2008-2009	22	100 000 \$	80 000 \$
2009-2010	22	80 830 \$	100 000 \$
2010-2011	22	106 910 \$	136 910 \$
2011-2012	21	102 565 \$	123 636 \$
2012-2013	22	101 213 \$	74 000 \$
2013-2014	23	102 517 \$	80 000 \$
2014-2015	23	94 148 \$	122 000 \$
2015-2016	22	95 455 \$	112 704 \$
2016-2017	21	100 000 \$	112 704 \$
2017-2018	16	131 250 \$	112 703 \$
2018-2019	16	140 640 \$	130 000 \$
2019-2020	17	189 824 \$	193 700 \$

Tableau 2.10
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2004-2005 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2004-2005	826 000	100,0	0	0,0	0	0,0	826 000
2005-2006	1 524 995	100,0	0	0,0	0	0,0	1 524 995
2006-2007	1 525 000	100,0	0	0,0	0	0,0	1 525 000
2007-2008	2 200 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 200 000
2008-2009	2 200 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 200 000
2009-2010	1 778 250	100,0	0	0,0	0	0,0	1 778 250
2010-2011	2 352 026	100,0	0	0,0	0	0,0	2 352 026
2011-2012	2 153 873	100,0	0	0,0	0	0,0	2 153 873
2012-2013	2 226 692	94,2	0	0,0	136 000	5,8	2 362 692
2013-2014	2 357 880	100,0	0	0,0	0	0,0	2 357 880
2014-2015	2 165 400	100,0	0	0,0	0	0,0	2 165 400
2015-2016	2 100 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 100 000
2016-2017	2 099 997	100,0	0	0,0	0	0,0	2 099 997
2017-2018	2 099 992	100,0	0	0,0	0	0,0	2 099 992
2018-2019	2 250 244	100,0	0	0,0	0	0,0	2 250 244
2019-2020	3 227 000	100,0	0	0,0	0	0,0	3 227 000

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.10
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.11 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Innovation)

La totalité du soutien à la mission accordé à des organismes communautaires par le volet « Innovation » de ce ministère, s'inscrit dans le cadre du *Programme NovaScience*, appelé auparavant *Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie*. Le soutien à la mission globale y occupe généralement une proportion prépondérante, dépassant souvent les 90 %. L'augmentation de la somme accordée aux projets en 2019-2020 a toutefois fait baisser cette proportion à 70 %. De plus, le nombre d'organismes ayant bénéficié du soutien à la mission cette même année est passé de 15 à 10, faisant ainsi croître de façon importante la moyenne et la médiane, mais sans que ce mode de financement soit bonifié, au contraire.

Les nombreuses exigences reliées au *Programme NovaScience*, en particulier l'obligation d'arrimer le plan d'action de l'organisme avec le plan stratégique du ministère, nous font douter qu'il s'agisse d'un programme destiné à l'action communautaire et encore moins en soutien à leur mission, celle-ci apparaissant plutôt imposée par le ministère.

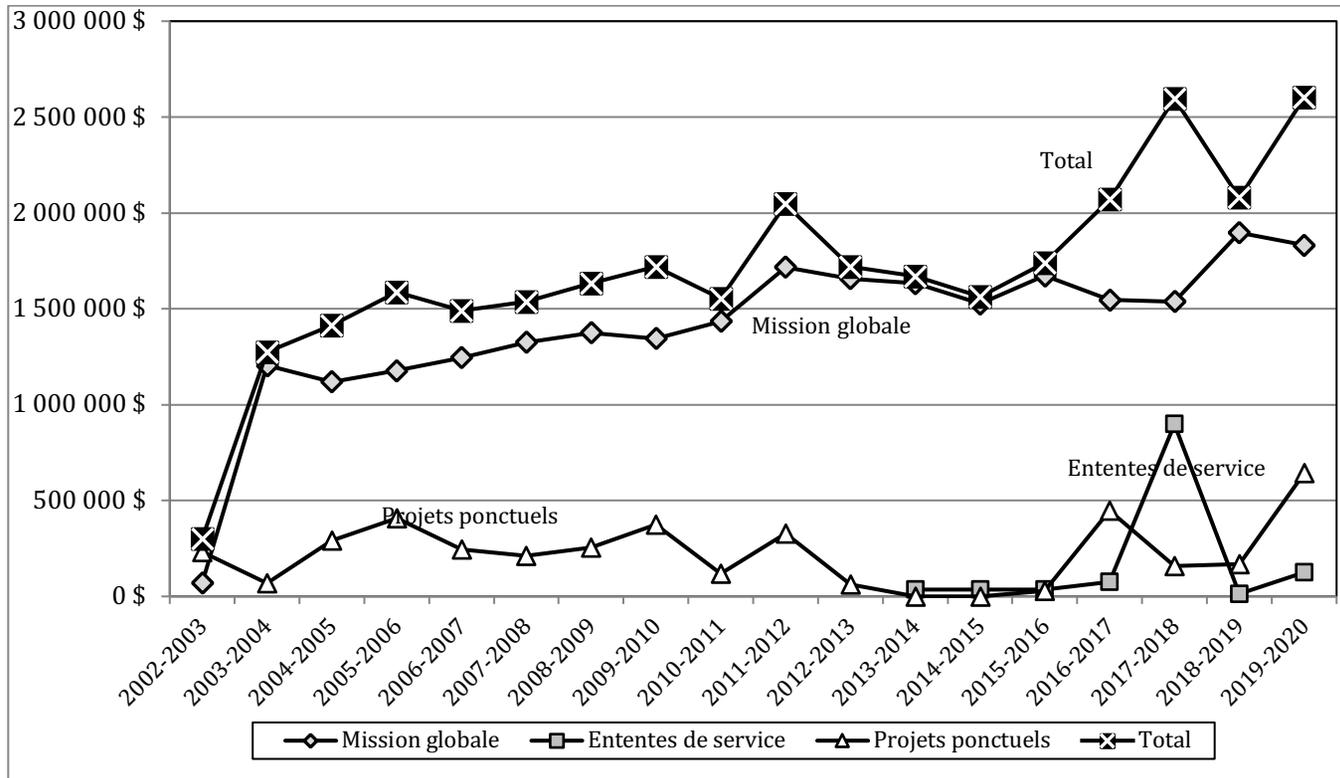
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	17	67 359 \$	57 200 \$
2005-2006	17	69 251 \$	59 938 \$
2006-2007	11	113 191 \$	100 000 \$
2007-2008	11	120 505 \$	100 000 \$
2008-2009	11	125 050 \$	100 000 \$
2009-2010	11	122 323 \$	102 900 \$
2010-2011	11	130 354 \$	109 340 \$
2011-2012	11	156 036 \$	133 775 \$
2012-2013	10	165 802 \$	138 303 \$
2013-2014	10	163 222 \$	140 119 \$
2014-2015	10	152 672 \$	130 589 \$
2015-2016	9	185 775 \$	144 439 \$
2016-2017	9	171 709 \$	136 780 \$
2017-2018	9	170 903 \$	137 431 \$
2018-2019	15	126 450 \$	102 306 \$
2019-2020	10	183 220 \$	157 557 \$

Tableau 2.11
Ministère de l'Économie et de l'Innovation et des Exportations (Innovation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2002-2003 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2002-2003	70 000	23,3		0,0	231 000	76,7	301 000
2003-2004	1 204 100	94,5		0,0	70 000	5,5	1 274 100
2004-2005	1 120 100	79,3		0,0	292 587	20,7	1 412 687
2005-2006	1 177 259	74,3		0,0	407 960	25,7	1 585 219
2006-2007	1 245 100	83,6		0,0	245 118	16,4	1 490 218
2007-2008	1 325 550	86,3		0,0	210 715	13,7	1 536 265
2008-2009	1 375 550	84,3		0,0	256 286	15,7	1 631 836
2009-2010	1 345 550	78,3		0,0	373 279	21,7	1 718 829
2010-2011	1 434 999	92,4		0,0	117 448	7,6	1 552 447
2011-2012	1 716 397	83,9		0,0	329 000	16,1	2 045 397
2012-2013	1 658 018	96,4		0,0	61 420	3,6	1 719 438
2013-2014	1 632 219	97,8	36 000	2,2	0	0,0	1 668 219
2014-2015	1 526 719	97,7	36 000	2,3	0	0,0	1 562 719
2015-2016	1 671 974	96,2	36 000	2,1	30 642	1,8	1 738 616
2016-2017	1 545 377	74,7	77 210	3,7	447 299	21,6	2 069 886
2017-2018	1 538 127	59,3	897 797	34,6	159 771	6,2	2 595 695
2018-2019	1 896 744	91,2	13 495	0,6	168 615	8,1	2 078 854
2019-2020	1 832 199	70,5	125 800	4,8	642 296	24,7	2 600 295

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.11
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (Innovation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2002-2003 à 2019-2020



2.12 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)

La diminution du soutien financier par ce ministère en 2003-2004 est principalement due à l'abolition des deux programmes de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA) et à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA), ainsi qu'au transfert vers d'autres ministères d'une grande partie des organismes financés par ces mesures. Ces deux programmes ont fait place au Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) qui concentre, depuis dix ans, l'entièreté du financement aux organismes communautaires à plus de 95 % en soutien à la mission. La seule exception est 2015-2016 où il s'est ajouté près d'un million\$ pour des ententes de service avec 164 organismes. Après quelques années de stagnation, l'enveloppe accordée au soutien à la mission s'est accrue de près de 1,4 million\$, entraînant un accroissement de la moyenne de ce mode de financement.

En ce qui concernant le volet « projet » du PACTE, il demeure stable avec une enveloppe de plus ou moins 1 million\$ répartie à près d'une trentaine d'organismes.

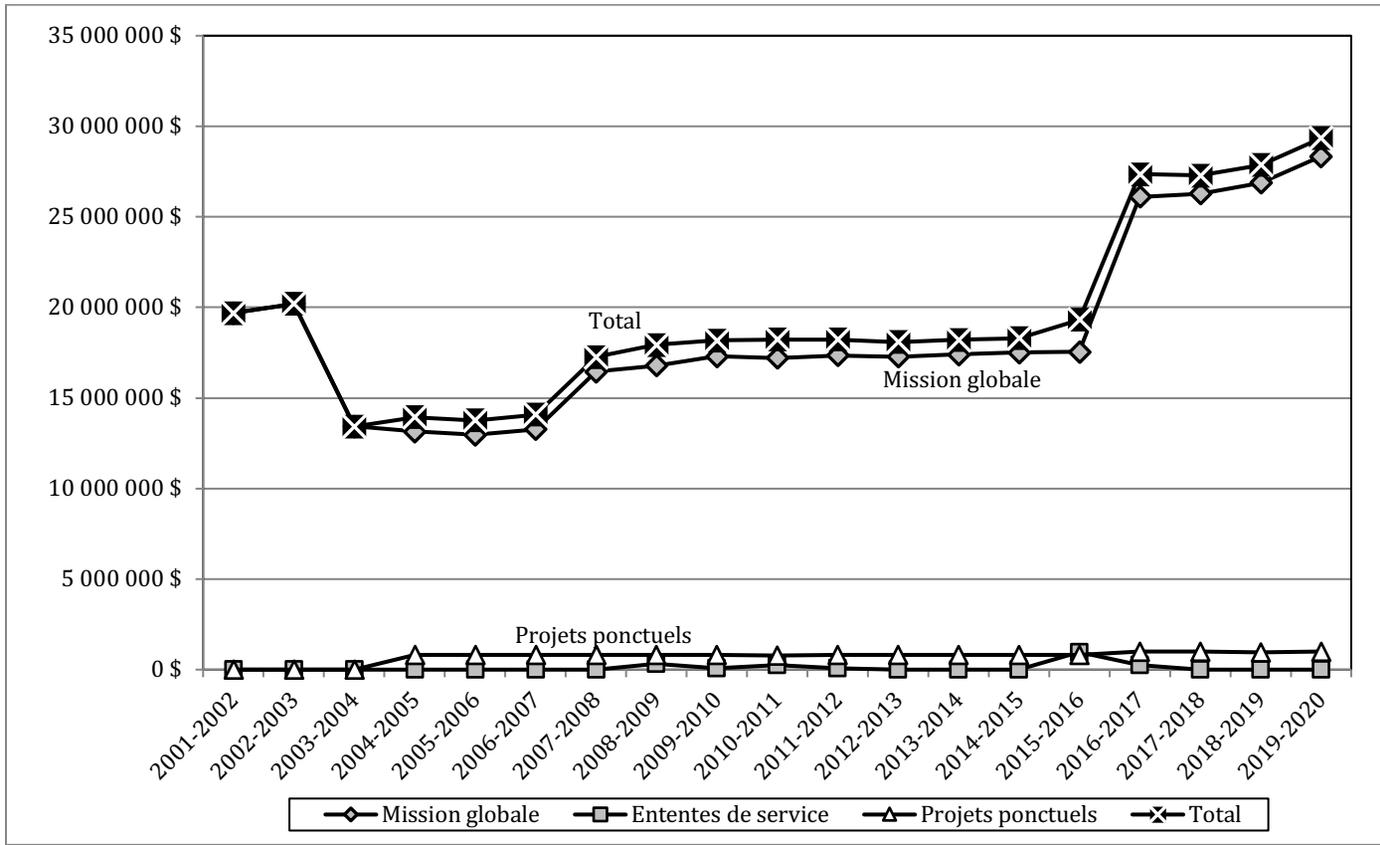
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	160	82 129 \$	76 888 \$
2005-2006	161	80 558 \$	75 000 \$
2006-2007	167	79 484 \$	75 000 \$
2007-2008	181	90 919 \$	92 000 \$
2008-2009	182	92 285 \$	92 000 \$
2009-2010	181	95 548 \$	93 228 \$
2010-2011	180	95 643 \$	93 228 \$
2011-2012	183	94 851 \$	93 228 \$
2012-2013	181	95 487 \$	93 228 \$
2013-2014	183	95 134 \$	93 228 \$
2014-2015	184	95 117 \$	93 228 \$
2015-2016	183	95 906 \$	93 228 \$
2016-2017	193	135 290 \$	140 347 \$
2017-2018	197	133 400 \$	120 767 \$
2018-2019	201	133 769 \$	121 524 \$
2019-2020	202	140 292 \$	123 809 \$

Tableau 2.12
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	19 683 541	100,0	0	0,0	0	0,0	19 683 541
2002-2003	20 198 082	100,0	0	0,0	0	0,0	20 198 082
2003-2004	13 425 779	100,0	0	0,0	0	0,0	13 425 779
2004-2005	13 140 600	94,3	0	0,0	800 000	5,7	13 940 600
2005-2006	12 969 795	94,2	0	0,0	800 000	5,8	13 769 795
2006-2007	13 273 828	94,3	0	0,0	800 000	5,7	14 073 828
2007-2008	16 456 421	95,4	0	0,0	800 000	4,6	17 256 421
2008-2009	16 795 949	93,6	339 379	1,9	800 000	4,5	17 935 328
2009-2010	17 294 133	95,2	81 067	0,4	800 000	4,4	18 175 200
2010-2011	17 215 815	94,4	234 985	1,3	779 000	4,3	18 229 800
2011-2012	17 357 775	95,2	72 025	0,4	800 000	4,4	18 229 800
2012-2013	17 283 143	95,6	0	0,0	800 000	4,4	18 083 143
2013-2014	17 409 568	95,6	0	0,0	800 000	4,4	18 209 568
2014-2015	17 501 568	95,6	0	0,0	800 000	4,4	18 301 568
2015-2016	17 550 885	90,9	965 714	5,0	800 000	4,1	19 316 599
2016-2017	26 110 885	95,5	240 000	0,9	1 000 000	3,7	27 350 885
2017-2018	26 279 789	96,3	0	0,0	1 000 000	3,7	27 279 789
2018-2019	26 887 545	96,5	0	0,0	970 000	3,5	27 857 545
2019-2020	28 338 900	96,6	0	0,0	1 000 000	3,4	29 338 900

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.12
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Éducation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.13 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport)

Le soutien à la mission globale est réparti dans cinq programmes d'assistance financière : centres communautaires de loisir, accessibilité aux camps de vacances, organismes nationaux de loisir, fédérations sportives québécoises et instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées. Si la somme et la proportion du financement à la mission ont toutes les deux connu une hausse aussi élevée en 2019-2020, cela est attribuable à l'apparition du *Programme d'assistance financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées* (1,2 million\$), ainsi qu'au transfert en mission globale du *Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises*, auparavant en ententes de service (4,6 millions\$). Il en est ainsi découlé une chute de la proportion du financement accordée en entente de service.

Le soutien financier pour des projets d'immobilisations, essentiellement destinés aux camps de vacances, et qui représentait une proportion de 4 à 6 %, a tout simplement disparu depuis 2017-2018. Le financement par projets, par contre, est de retour avec une somme jamais inégalée, effet combiné de l'ajout d'un financement appelé « Autre SLS » (1,2 million\$) et d'une somme de plus de 1 million\$ attribuée aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées.

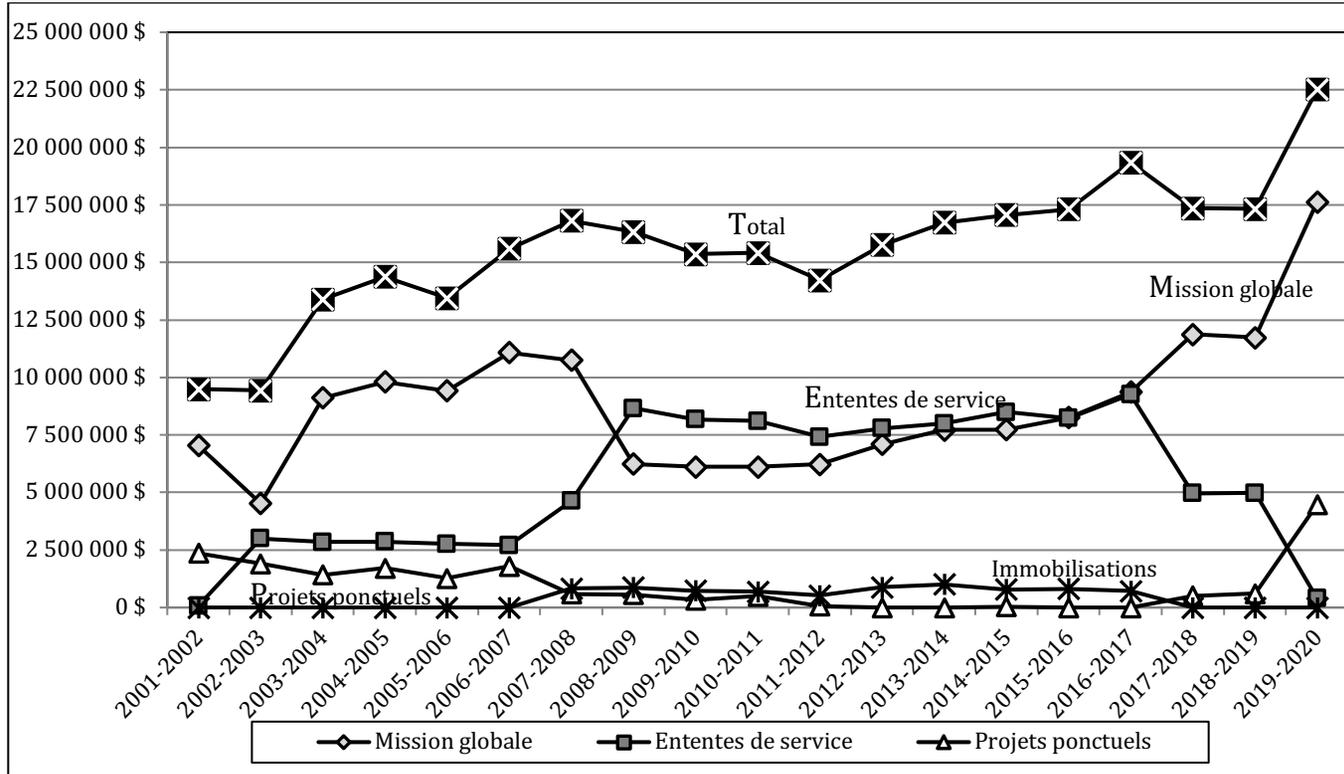
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	150	65 352 \$	58 033 \$
2005-2006	145	64 977 \$	60 702 \$
2006-2007	156	71 080 \$	60 548 \$
2007-2008	155	69 385 \$	65 510 \$
2008-2009	85	73 422 \$	77 794 \$
2009-2010	83	73 619 \$	77 794 \$
2010-2011	83	73 619 \$	77 794 \$
2011-2012	83	75 030 \$	77 794 \$
2012-2013	84	84 436 \$	81 850 \$
2013-2014	85	90 913 \$	82 263 \$
2014-2015	85	91 022 \$	82 263 \$
2015-2016	87	94 869 \$	81 850 \$
2016-2017	90	104 027 \$	90 825 \$
2017-2018	144	82 475 \$	81 850 \$
2018-2019	134	87 556 \$	81 850 \$
2019-2020	197	89 472 \$	85 325 \$

Tableau 2.13
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	7 044 916	74,3	80 000	0,8	2 359 019	24,9	0	0,0	9 483 935
2002-2003	4 526 572	48,0	3 005 567	31,8	1 906 910	20,2	0	0,0	9 439 049
2003-2004	9 118 093	68,1	2 853 557	21,3	1 420 278	10,6	0	0,0	13 391 928
2004-2005	9 802 744	68,2	2 862 300	19,9	1 711 589	11,9	0	0,0	14 376 633
2005-2006	9 421 662	70,1	2 758 806	20,5	1 268 611	9,4	0	0,0	13 449 079
2006-2007	11 088 462	71,1	2 705 990	17,4	1 794 840	11,5	0	0,0	15 589 292
2007-2008	10 754 622	64,0	4 628 828	27,5	587 800	3,5	833 914	5,0	16 805 164
2008-2009	6 240 882	38,2	8 657 735	53,0	560 050	3,4	868 201	5,3	16 326 868
2009-2010	6 110 400	39,8	8 179 361	53,3	333 000	2,2	734 062	4,8	15 356 823
2010-2011	6 110 400	39,6	8 110 590	52,6	501 175	3,3	692 676	4,5	15 414 841
2011-2012	6 227 460	43,8	7 420 552	52,1	60 000	0,4	522 000	3,7	14 230 012
2012-2013	7 092 650	45,0	7 789 331	49,4	0	0,0	876 928	5,6	15 758 909
2013-2014	7 719 122	46,2	7 999 800	47,8	0	0,0	1 002 234	6,0	16 721 156
2014-2015	7 736 891	45,3	8 488 719	49,7	45 000	0,3	792 711	4,6	17 063 321
2015-2016	8 253 641	47,7	8 231 649	47,6	0	0,0	817 250	4,7	17 302 540
2016-2017	9 362 397	48,4	9 259 484	47,9	0	0,0	721 736	3,7	19 343 617
2017-2018	11 876 368	68,5	4 960 506	28,6	507 911	2,9	0	0,0	17 344 785
2018-2019	11 732 475	67,8	4 980 675	28,8	603 233	3,5	0	0,0	17 316 383
2019-2020	17 626 011	78,3	405 500	1,8	4 482 017	19,9	0	0,0	22 513 528

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.13
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Loisir et sport)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.14 Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)

Auparavant sous la gouverne du ministère de la Justice, avec un saut en 2015-2016 au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, le Secrétariat à la condition féminine relève dorénavant du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Son apport financier aux organismes communautaires se limite à du financement par projets et, dans une moindre mesure, en ententes de services. La croissance importante du financement par projets des dernières années s'explique par la bonification de différents programmes de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles, de violence conjugale et d'égalité entre les femmes et les hommes. La hausse particulière de 2019-2020 est marquée par l'accroissement de plus de 3 millions\$ de la somme accordée à un plus grand nombre d'organismes (90 au lieu de 45 en 2018-2019) dans le cadre du *Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*.

La majorité des organismes qui reçoivent du financement du Secrétariat sont rattachés à d'autres ministères, en particulier au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) et au ministère de la Santé et des Services sociaux. Sans programme de soutien à la mission, le SCF contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est un d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

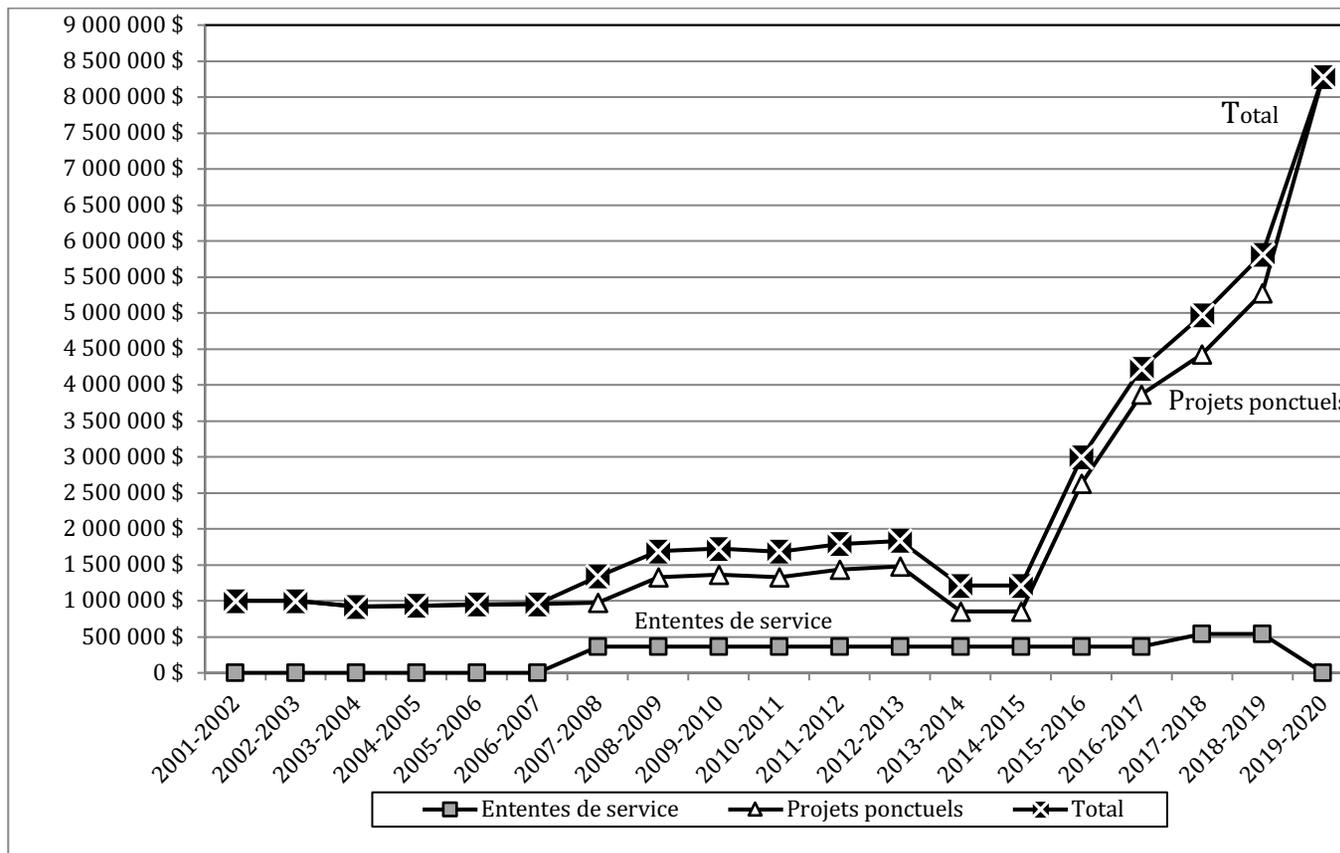
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.14
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0	1 000 000	100,0	1 000 000
2002-2003	0	0,0	0	0,0	1 000 000	100,0	1 000 000
2003-2004	0	0,0	0	0,0	920 000	100,0	920 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	934 200	100,0	934 200
2005-2006	0	0,0	0	0,0	950 800	100,0	950 800
2006-2007	0	0,0	0	0,0	956 480	100,0	956 480
2007-2008	0	0,0	360 000	26,9	978 000	73,1	1 338 000
2008-2009	0	0,0	360 000	21,3	1 328 000	78,7	1 688 000
2009-2010	0	0,0	360 000	20,9	1 363 000	79,1	1 723 000
2010-2011	0	0,0	360 000	21,3	1 327 000	78,7	1 687 000
2011-2012	0	0,0	360 000	20,1	1 431 060	79,9	1 791 060
2012-2013	0	0,0	360 000	19,6	1 474 860	80,4	1 834 860
2013-2014	0	0,0	360 000	29,7	853 535	70,3	1 213 535
2014-2015	0	0,0	360 000	29,7	853 535	70,3	1 213 535
2015-2016	0	0,0	360 000	12,0	2 633 174	88,0	2 993 174
2016-2017	0	0,0	360 000	8,5	3 868 761	91,5	4 228 761
2017-2018	0	0,0	540 000	10,9	4 426 481	89,1	4 966 481
2018-2019	0	0,0	540 000	9,3	5 273 191	90,7	5 813 191
2019-2020	0	0,0	0	0,0	8 278 562	100,0	8 278 562

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.14
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (Secrétariat à la condition féminine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.15 Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le budget destiné à la mise en œuvre de la Politique en action communautaire a été utilisé pour soutenir la mission de quelques organismes nationaux et régionaux en action communautaire autonome pendant les premières années. Le budget ayant été épuisé en 2005, le programme de soutien à la mission a été aboli. Le nouveau programme mis en place en 2007-2008 pour soutenir la mission de six organismes nationaux s'est graduellement rétréci pour disparaître en 2017-2018 et réapparaître en 2018-2019 avec un financement un peu plus élevé, mais réparti entre 9 organismes nationaux (au lieu de 6). Le financement à la mission d'organismes régionaux est toujours absent.

Le ministère prétend qu'il soutient la mission d'un nombre plus élevé d'organismes communautaires, soit celle des conseils régionaux de l'environnement et de leur regroupement (3,5 millions \$ à 17 organismes) ainsi que celle des tables de concertation régionales (650 000 \$ à 5 organismes). Le RQ-ACA a déjà émis des avis contraires, spécifiant qu'il ne considère pas ces groupes comme des organismes communautaires, ce qui se reflète dans notre présentation des données. Il en résulte que la proportion du financement en soutien à la mission est minime par rapport aux sommes attribuées pour des projets ou des immobilisations, ce qui contrevient à un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

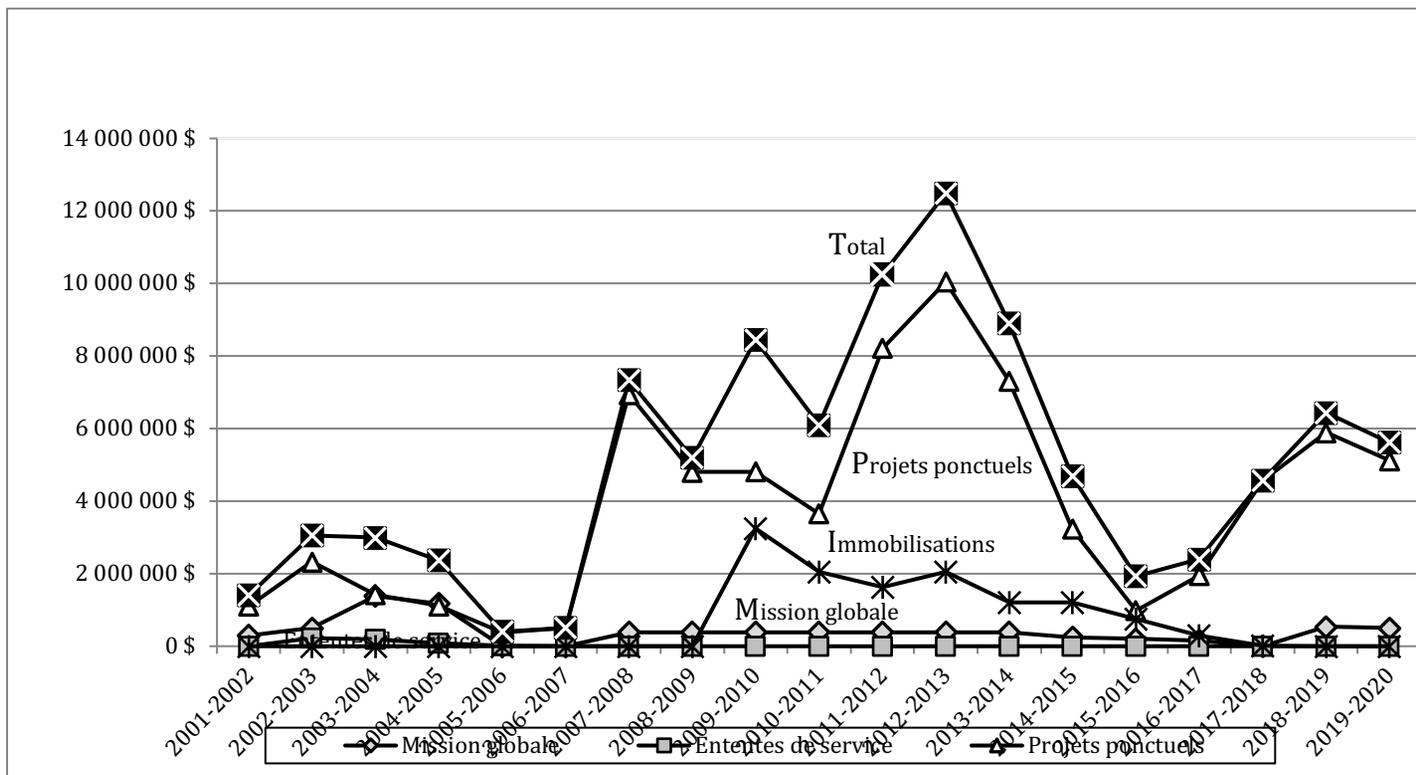
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	43	27 477 \$	n/d
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	6	65 000 \$	65 000 \$
2008-2009	6	65 000 \$	65 000 \$
2009-2010	6	65 000 \$	65 000 \$
2010-2011	6	65 000 \$	65 000 \$
2011-2012	6	65 000 \$	65 000 \$
2012-2013	6	65 000 \$	65 000 \$
2013-2014	6	65 000 \$	65 000 \$
2014-2015	4	62 000 \$	62 000 \$
2015-2016	5	40 000 \$	40 000 \$
2016-2017	4	40 000 \$	40 000 \$
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	10	54 000 \$	55 555 \$
2019-2020	9	55 555 \$	55 555 \$

Graphique 2.15
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	300 000	21,3	0	0,0	1 106 647	78,7	0	0,0	1 406 647
2002-2003	500 000	16,4	224 556	7,3	2 330 742	76,3	0	0,0	3 055 298
2003-2004	1 385 508	46,2	189 904	6,3	1 421 638	47,4	0	0,0	2 997 050
2004-2005	1 181 508	49,8	77 202	3,3	1 115 885	47,0	0	0,0	2 374 595
2005-2006	0	0,0	22 500	5,6	379 351	94,4	0	0,0	401 851
2006-2007	0	0,0	0	0,0	506 330	100,0	0	0,0	506 330
2007-2008	390 000	5,3	0	0,0	6 949 142	94,7	0	0,0	7 339 142
2008-2009	390 000	7,5	0	0,0	4 805 346	92,5	0	0,0	5 195 346
2009-2010	390 000	4,6	0	0,0	4 808 561	56,9	3 251 271	38,5	8 449 832
2010-2011	390 000	6,4	0	0,0	3 654 287	59,9	2 054 339	33,7	6 098 626
2011-2012	390 000	3,8	5 000	0,0	8 221 330	80,2	1 628 552	15,9	10 244 882
2012-2013	390 000	3,1	0	0,0	10 045 441	80,4	2 054 960	16,5	12 490 401
2013-2014	390 000	4,4	0	0,0	7 308 507	82,1	1 202 325	13,5	8 900 832
2014-2015	250 000	5,3	0	0,0	3 233 409	69,0	1 202 325	25,7	4 685 734
2015-2016	200 000	10,3	0	0,0	987 756	51,1	746 353	38,6	1 934 109
2016-2017	160 000	6,7	0	0,0	1 948 800	81,2	290 164	12,1	2 398 964
2017-2018	0	0,0	0	0,0	4 559 391	99,7	14 255	0,3	4 573 646
2018-2019	539 995	8,4	0	0,0	5 892 997	91,6	0	0,0	6 432 992
2019-2020	499 995	8,9	1 000	0,0	5 119 382	91,1	0	0,0	5 620 377

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.15
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.16 Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Même si la proportion du soutien à la mission s'est maintenue à un niveau très bas, soit en deçà de 10 % depuis 2003-2004, l'augmentation de l'enveloppe du *Programme Soutien à la mission* a connu une hausse substantielle, faisant ainsi presque tripler le soutien financier moyen (moins de 52 000\$ en 2018-2019 à plus de 131 000\$ en 2019-2020). Ce sont les ententes de service qui occupent la plus grande part du financement de ce ministère par l'entremise du *Programme Réussir l'intégration* dont l'enveloppe a plus que doublé passant de près de 16 millions\$ en 2018-2019 à plus de 35 millions\$ en 2019-2020. Du côté des projets, la diminution du financement accordé dans le cadre du *Programme Mobilisation-Diversité* a été compensée par l'ajout du *Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration* (1,3 million\$ réparti entre 4 organismes).

Il importe de souligner que le nombre d'organismes recevant du financement en ententes de service (88) ou pour des projets (92) dépasse largement le nombre soutenu pour leur mission (36), ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement global accordé par le gouvernement.

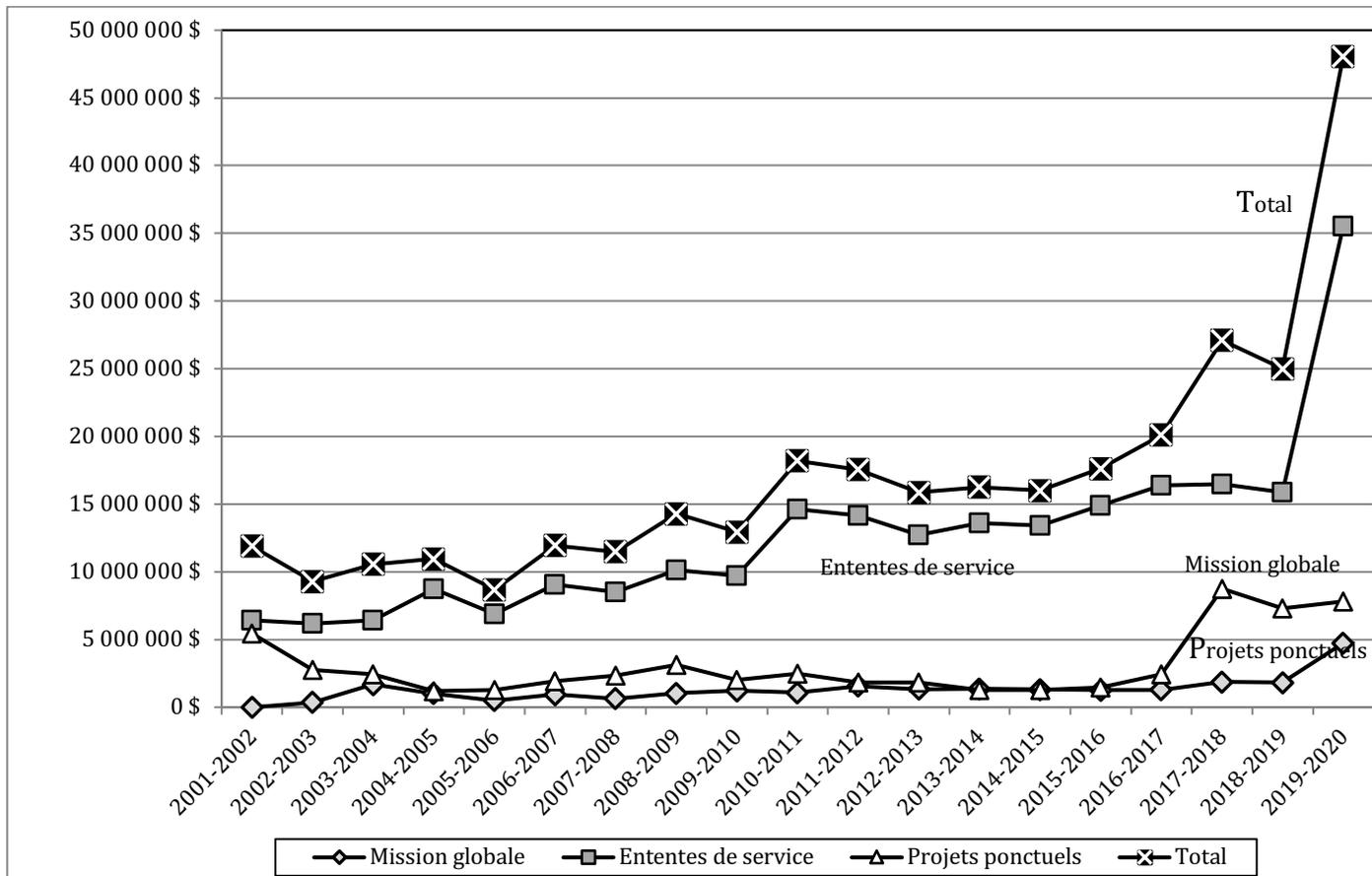
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	43	23 632 \$	8 548 \$
2005-2006	19	26 371 \$	12 310 \$
2006-2007	20	47 709 \$	28 834 \$
2007-2008	17	37 354 \$	16 413 \$
2008-2009	35	29 681 \$	15 000 \$
2009-2010	34	35 913 \$	15 300 \$
2010-2011	33	42 751 \$	15 606 \$
2011-2012	32	49 337 \$	28 860 \$
2012-2013	33	49 337 \$	25 000 \$
2013-2014	32	42 336 \$	25 000 \$
2014-2015	31	42 127 \$	25 000 \$
2015-2016	30	42 269 \$	25 000 \$
2016-2017	31	41 530 \$	25 000 \$
2017-2018	36	52 219 \$	28 622 \$
2018-2019	35	51 905 \$	27 324 \$
2019-2020	36	131 673 \$	115 000 \$

Tableau 2.16
Ministère l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	6 439 450	54,1	5 457 363	45,9	11 896 813
2002-2003	368 000	4,0	6 180 000	66,5	2 744 187	29,5	9 292 187
2003-2004	1 681 094	15,9	6 442 400	60,9	2 446 872	23,1	10 570 366
2004-2005	1 016 178	9,3	8 730 936	79,7	1 201 641	11,0	10 948 755
2005-2006	501 043	5,8	6 898 720	79,5	1 278 849	14,7	8 678 612
2006-2007	954 175	8,0	9 062 778	75,9	1 928 849	16,1	11 945 802
2007-2008	636 717	5,5	8 523 267	74,1	2 335 813	20,3	11 495 797
2008-2009	1 038 843	7,3	10 120 892	70,8	3 128 599	21,9	14 288 334
2009-2010	1 221 044	9,4	9 729 601	75,1	2 005 333	15,5	12 955 978
2010-2011	1 080 780	5,9	14 617 197	80,3	2 503 425	13,8	18 201 402
2011-2012	1 578 769	9,0	14 157 770	80,6	1 830 690	10,4	17 567 229
2012-2013	1 347 706	8,5	12 705 382	80,1	1 818 119	11,5	15 871 207
2013-2014	1 354 760	8,3	13 606 520	83,7	1 291 767	7,9	16 253 047
2014-2015	1 305 930	8,2	13 427 160	84,0	1 260 057	7,9	15 993 147
2015-2016	1 268 066	7,2	14 884 691	84,5	1 462 493	8,3	17 615 250
2016-2017	1 287 443	6,4	16 394 999	81,6	2 421 741	12,0	20 104 183
2017-2018	1 879 870	6,9	16 461 843	60,8	8 753 463	32,3	27 095 176
2018-2019	1 816 672	7,3	15 866 962	63,5	7 301 226	29,2	24 984 860
2019-2020	4 740 216	9,9	35 513 954	73,9	7 825 120	16,3	48 079 290

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.16
Ministère l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.17 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)

Jusqu'en 2016-2017, le seul programme en cause pour le volet régions de ce ministère était le *Fonds conjoncturel de développement* (FCD). En 2017-2018, il s'est ajouté le *Fonds d'appui au rayonnement des régions* (FARR) qui accapare maintenant l'entièreté du soutien financier accordé aux organismes communautaires. Les sommes de ce fonds sont attribuées pour des projets ponctuels et d'immobilisations à 34 organismes.

Aucun programme de soutien à la mission globale n'est offert aux organismes d'action communautaire autonome par le volet régions de ce ministère.

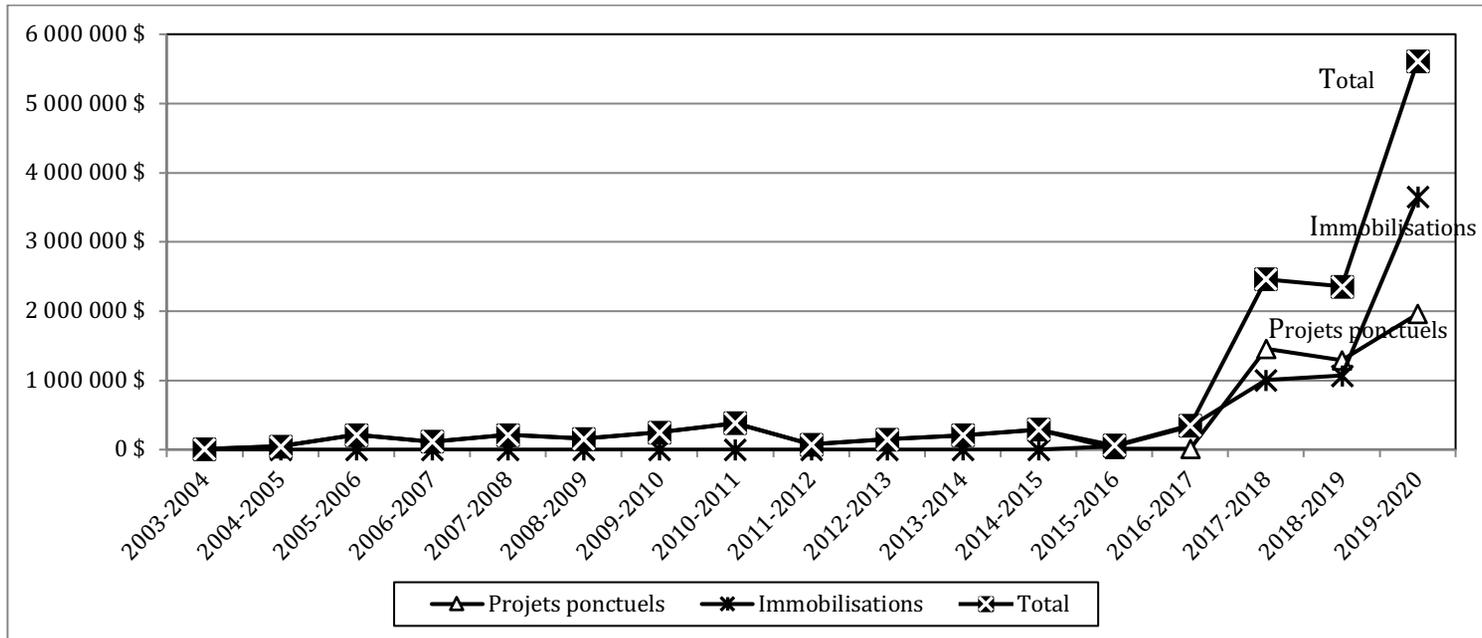
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	0	0,0	9 000	100,0	0	0,0	9 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	47 812	100,0	0	0,0	47 812
2005-2006	0	0,0	0	0,0	214 725	100,0	0	0,0	214 725
2006-2007	0	0,0	0	0,0	117 000	100,0	0	0,0	117 000
2007-2008	0	0,0	0	0,0	214 500	100,0	0	0,0	214 500
2008-2009	0	0,0	0	0,0	156 616	100,0	0	0,0	156 616
2009-2010	0	0,0	0	0,0	248 375	100,0	0	0,0	248 375
2010-2011	0	0,0	0	0,0	384 750	100,0	0	0,0	384 750
2011-2012	0	0,0	0	0,0	75 000	100,0	0	0,0	75 000
2012-2013	0	0,0	0	0,0	146 632	100,0	0	0,0	146 632
2013-2014	0	0,0	0	0,0	210 170	100,0	0	0,0	210 170
2014-2015	0	0,0	0	0,0	290 935	100,0	0	0,0	290 935
2015-2016	0	0,0	0	0,0	12 510	21,1	46 850	78,9	59 360
2016-2017	0	0,0	0	0,0	15 215	4,3	337 520	95,7	352 735
2017-2018	0	0,0	0	0,0	1 456 936	59,2	1 002 685	40,8	2 459 621
2018-2019	0	0,0	0	0,0	1 290 984	54,8	1 066 355	45,2	2 357 339
2019-2020	0	0,0	0	0,0	1 960 432	34,9	3 653 284	65,1	5 613 716

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020



2.18 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)

Jusqu'en 2009-2010, le Secrétariat à la région métropolitaine n'offrait du financement que par un seul programme, soit celui du *Fonds de développement de la Métropole*, qui n'était pas uniquement destiné aux organismes communautaires et qui était entièrement consacré à soutenir des projets ponctuels. Le Fonds a pris fin le 31 mars 2011 et aucune somme n'a été versée aux organismes communautaires en 2010-2011. Il a été remplacé le 1^{er} avril 2011 par le *Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole* qui a réparti son soutien financier entre les projets ponctuels et les immobilisations pendant quelques années. Depuis 2016-2017, les projets d'infrastructures (immobilisation) n'étant plus admissibles au Fonds, l'entièreté du financement est concentrée, en 2019-2020, aux projets ponctuels de 15 organismes communautaires, soit 3 de plus que l'année précédente.

Aucun programme de soutien à la mission n'est offert par le Secrétariat à la Région métropolitaine, ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

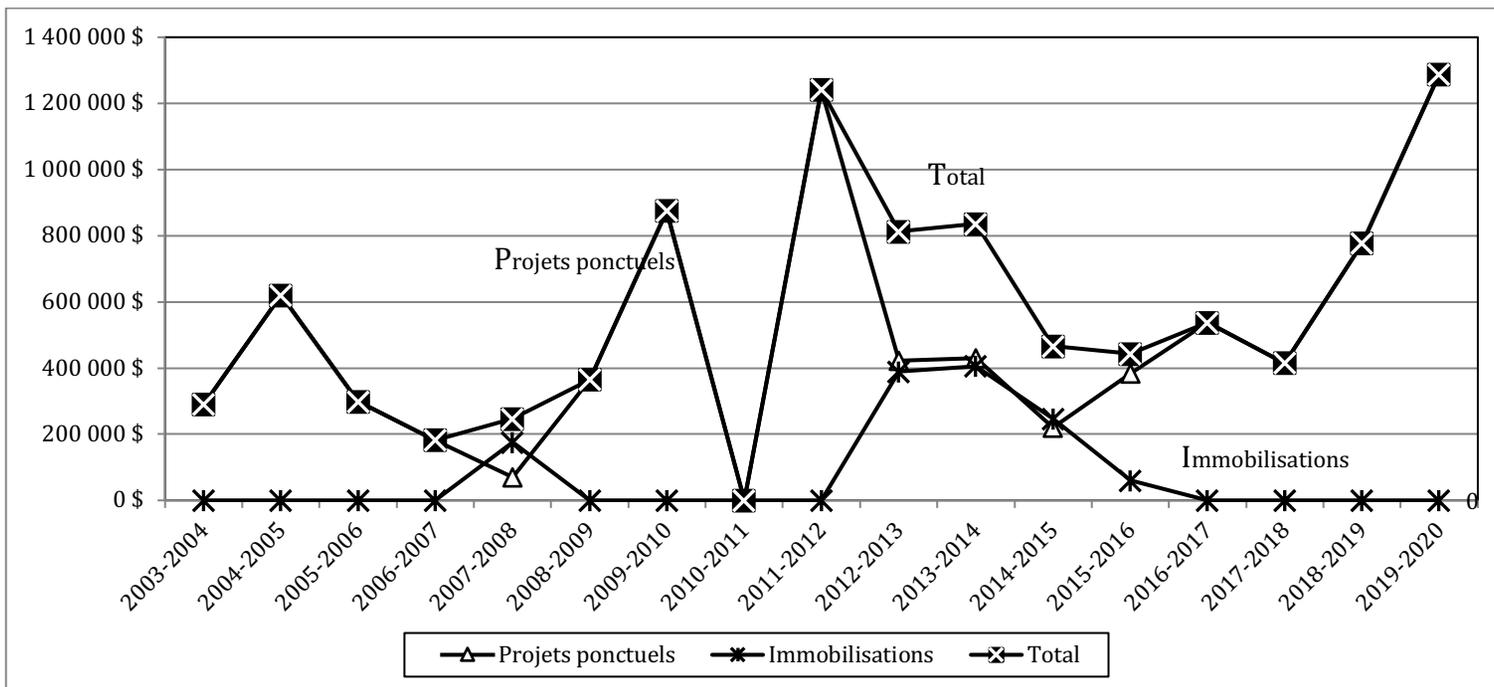
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.18
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	0	0,0	290 000	100,0	0	0,0	290 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	620 000	100,0	0	0,0	620 000
2005-2006	0	0,0	0	0,0	298 500	100,0	0	0,0	298 500
2006-2007	0	0,0	0	0,0	182 000	100,0	0	0,0	182 000
2007-2008	0	0,0	0	0,0	70 500	28,6	175 775	71,4	246 275
2008-2009	0	0,0	0	0,0	365 000	100,0	0	0,0	365 000
2009-2010	0	0,0	0	0,0	875 500	100,0	0	0,0	875 500
2010-2011	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0
2011-2012	0	0,0	0	0,0	1 241 304	100,0	0	0,0	1 241 304
2012-2013	0	0,0	0	0,0	423 000	52,1	389 271	47,9	812 271
2013-2014	0	0,0	0	0,0	430 190	51,5	405 300	48,5	835 490
2014-2015	0	0,0	0	0,0	219 950	47,2	246 190	52,8	466 140
2015-2016	0	0,0	0	0,0	382 900	86,5	60 000	13,5	442 900
2016-2017	0	0,0	0	0,0	537 469	100,0	0	0,0	537 469
2017-2018	0	0,0	0	0,0	414 826	100,0	0	0,0	414 826
2018-2019	0	0,0	0	0,0	777 187	100,0	0	0,0	777 187
2019-2020	0	0,0	0	0,0	1 287 941	100,0	0	0,0	1 287 941

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020



2.19 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)

L'augmentation du budget total jusqu'en 2004-2005 était due à la croissance des sommes attribuées aux ententes de service dans le cadre du *Programme AccèsLogis*. À compter du 1^{er} avril 2005, ce programme n'a plus été pris en considération dans l'*État de situation*, la Société d'habitation du Québec (SHQ) ayant établi que les sommes attribuées à ce programme ne pouvaient s'apparenter aux ententes de service, tel que défini dans la Politique gouvernementale.

La totalité du financement attribué aux organismes communautaires par la SHQ s'inscrit dans le cadre du *Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation* (PAOC), avec plus de 70 % accordé en soutien à la mission globale. L'enveloppe totale, qui stagnait depuis 15 ans à 1,5 million\$, a connu une augmentation significative en 2019-2020, avec l'ajout de près de 2 millions\$ en ententes de service, mais surtout grâce à un soutien à la mission bonifié, faisant tripler la moyenne de ce mode de financement destiné aux organismes communautaires.

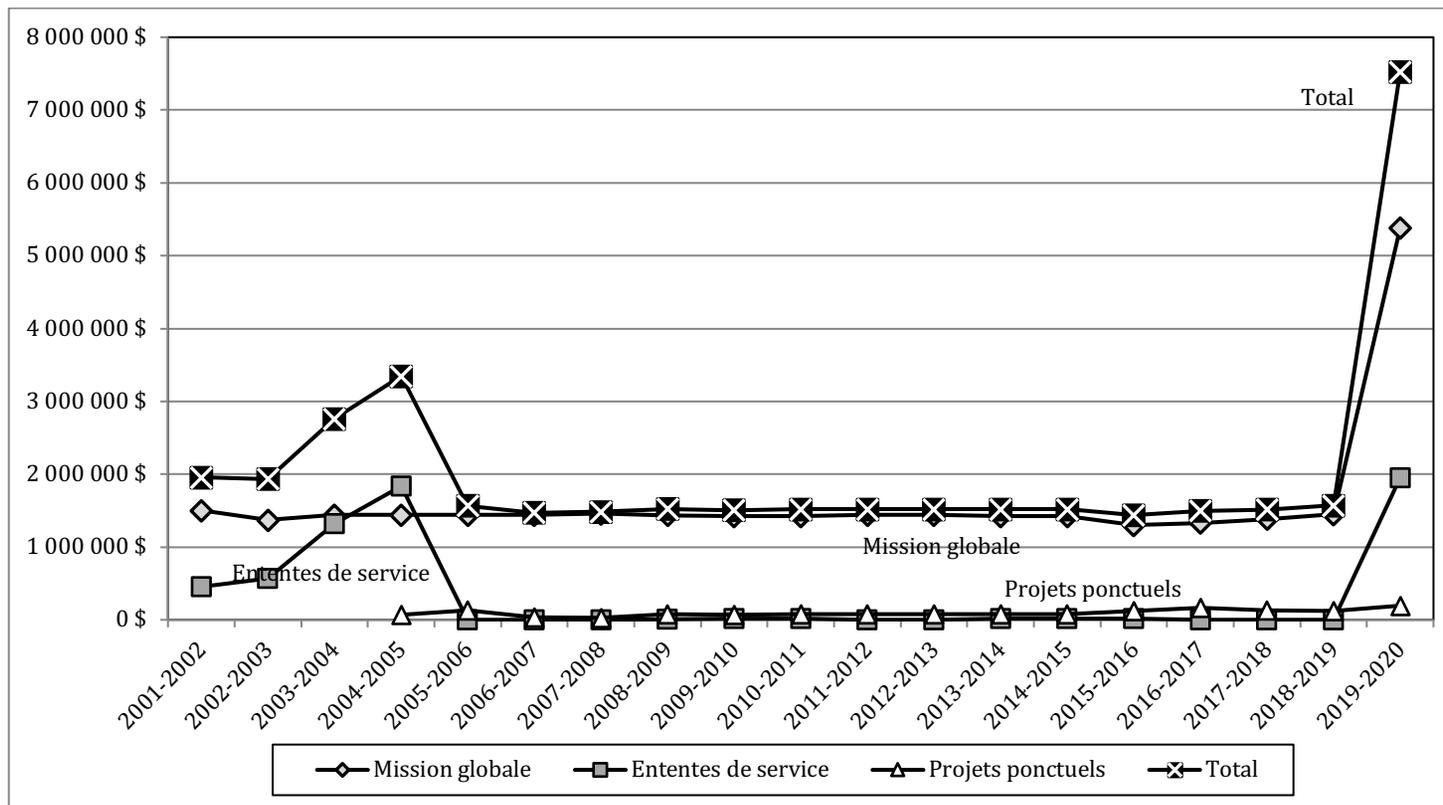
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	47	30 647 \$	29 700 \$
2005-2006	47	30 647 \$	29 700 \$
2006-2007	46	31 313 \$	29 700 \$
2007-2008	45	31 776 \$	29 700 \$
2008-2009	44	32 611 \$	30 205 \$
2009-2010	44	32 328 \$	29 700 \$
2010-2011	44	32 328 \$	29 066 \$
2011-2012	46	31 313 \$	29 066 \$
2012-2013	46	31 313 \$	29 066 \$
2013-2014	45	31 582 \$	29 066 \$
2014-2015	45	31 582 \$	29 066 \$
2015-2016	44	29 572 \$	26 285 \$
2016-2017	46	28 877 \$	26 004 \$
2017-2018	44	31 421 \$	27 723 \$
2018-2019	45	32 222 \$	27 844 \$
2019-2020	49	109 796 \$	90 000 \$

Tableau 2.19
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	1 500 000	76,7	456 194	23,3		0,0	1 956 194
2002-2003	1 369 419	70,8	563 502	29,2		0,0	1 932 921
2003-2004	1 440 398	52,2	1 318 932	47,8		0,0	2 759 330
2004-2005	1 440 398	43,0	1 834 994	54,8	72 000	2,2	3 347 392
2005-2006	1 440 398	91,9	0	0,0	126 250	8,1	1 566 648
2006-2007	1 440 398	97,9	0	0,0	31 250	2,1	1 471 648
2007-2008	1 457 568	98,1	0	0,0	27 670	1,9	1 485 238
2008-2009	1 434 898	94,3	5 500	0,4	80 750	5,3	1 521 148
2009-2010	1 422 436	94,5	17 500	1,2	65 000	4,3	1 504 936
2010-2011	1 422 426	93,6	17 500	1,2	80 000	5,3	1 519 926
2011-2012	1 440 398	94,7	0	0,0	80 000	5,3	1 520 398
2012-2013	1 440 398	94,7	0	0,0	80 000	5,3	1 520 398
2013-2014	1 421 175	93,5	19 223	1,3	80 000	5,3	1 520 398
2014-2015	1 421 175	93,5	19 223	1,3	80 000	5,3	1 520 398
2015-2016	1 301 175	90,5	19 223	1,3	117 410	8,2	1 437 808
2016-2017	1 328 351	88,7	0	0,0	168 826	11,3	1 497 177
2017-2018	1 382 531	91,4	0	0,0	129 515	8,6	1 512 046
2018-2019	1 449 999	92,4	0	0,0	120 000	7,6	1 569 999
2019-2020	5 380 000	71,5	1 950 000	25,9	194 000	2,6	7 524 000

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.19
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.20 Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)

Le soutien financier de ce ministère n'a été pris en compte qu'à partir de 2013-2014. Il est en grande partie attribué à une entente de service avec la Fédération québécoise pour le saumon (1,6 millions\$ en 2019-2020). Avec moins de 150 000\$ répartis à deux fédérations de la faune, le soutien à la mission occupe une place minime dans le financement de ce ministère aux organismes communautaires, ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

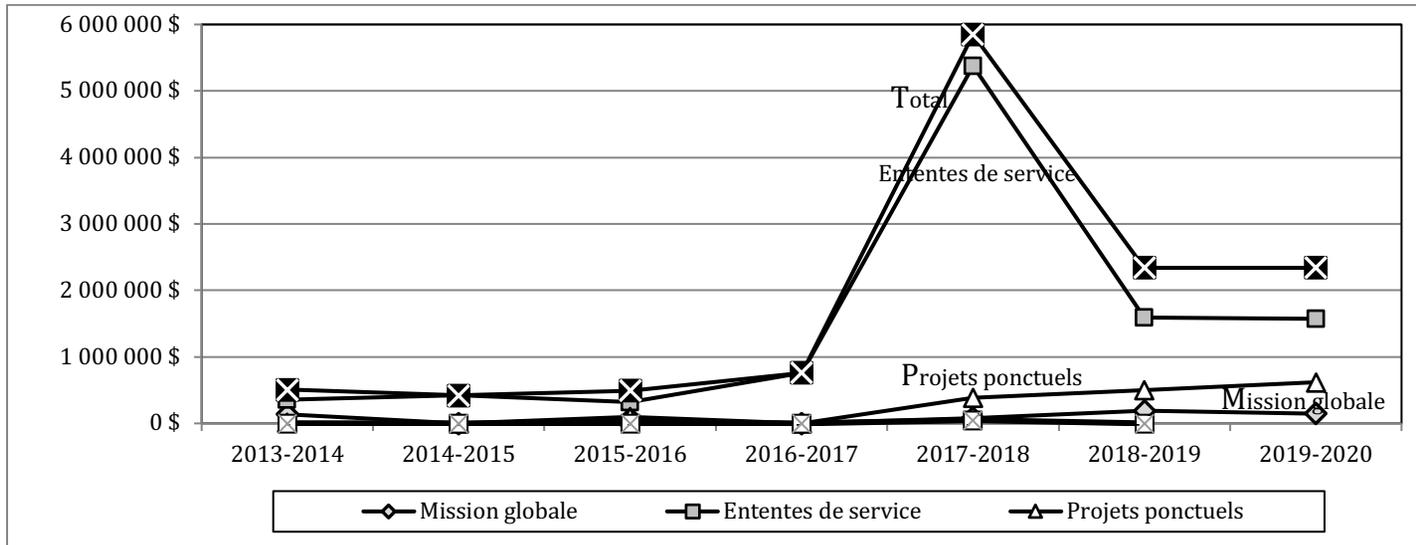
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2013-2014	2	70 000 \$	70 000 \$
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	1	70 000 \$	70 000 \$
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	3	27 667 \$	30 000 \$
2018-2019	5	38 200 \$	40 000 \$
2019-2020	5	29 200 \$	25 000 \$

Tableau 2.20
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2013-2014 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2013-2014	140 000	27,6	358 159	70,5	10 000	2,0	0	0,0	508 159
2014-2015	0	0,0	422 898	100,0	0	0,0	0	0,0	422 898
2015-2016	70 000	14,3	320 676	65,4	100 000	20,4	0	0,0	490 676
2016-2017	0	0,0	762 030	100,0	0	0,0	0	0,0	762 030
2017-2018	83 000	1,4	5 376 856	91,9	389 201	6,7	0	0,0	5 849 057
2018-2019	191 000	8,2	1 595 000	68,2	504 717	21,6	49 175	2,1	2 339 892
2019-2020	146 000	6,2	1 575 000	67,3	619 119	26,5	0	0,0	2 340 119

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.20
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2013-2014 à 2019-2020



2.21 Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

La prépondérance du soutien à la mission globale est loin d'être acquise pour les organismes communautaires financés par ce ministère. Malgré une légère remontée à plus de 13 % en 2019-2020, la proportion du soutien à la mission continue de se maintenir à un très bas niveau, alors que le financement par projet occupe toujours une place prépondérante avec le *Programme québécois de développement international* et *Québec sans frontières*.

L'ensemble du financement accordé par ce ministère aux organismes communautaires est en décroissance depuis quelques années. Ajoutons à cela qu'il fait partie des ministères qui contreviennent à un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale. Il faudra attendre les données de 2021-2022, qui seront publiées en 2023, pour faire état d'une situation complètement différente, grâce à la création en mai 2021 avec la collaboration des organismes de coopération internationale (OCI), d'un nouveau programme « davantage axé sur la mission des OCI¹¹ », issu de la fusion de trois programmes de financement par projet.

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	17	39 859 \$	35 882 \$
2005-2006	12	31 667 \$	25 000 \$
2006-2007	12	31 667 \$	25 000 \$
2007-2008	12	35 417 \$	25 000 \$
2008-2009	13	32 692 \$	25 000 \$
2009-2010	13	33 077 \$	25 000 \$
2010-2011	13	33 077 \$	25 000 \$
2011-2012	14	30 714 \$	20 000 \$
2012-2013	14	41 357 \$	30 000 \$
2013-2014	14	41 357 \$	30 000 \$
2014-2015	14	41 357 \$	30 000 \$
2015-2016	14	41 357 \$	30 000 \$
2016-2017	14	41 357 \$	30 000 \$
2017-2018	15	48 064 \$	45 000 \$
2018-2019	14	50 497 \$	45 000 \$
2019-2020	14	51 718 \$	45 000 \$

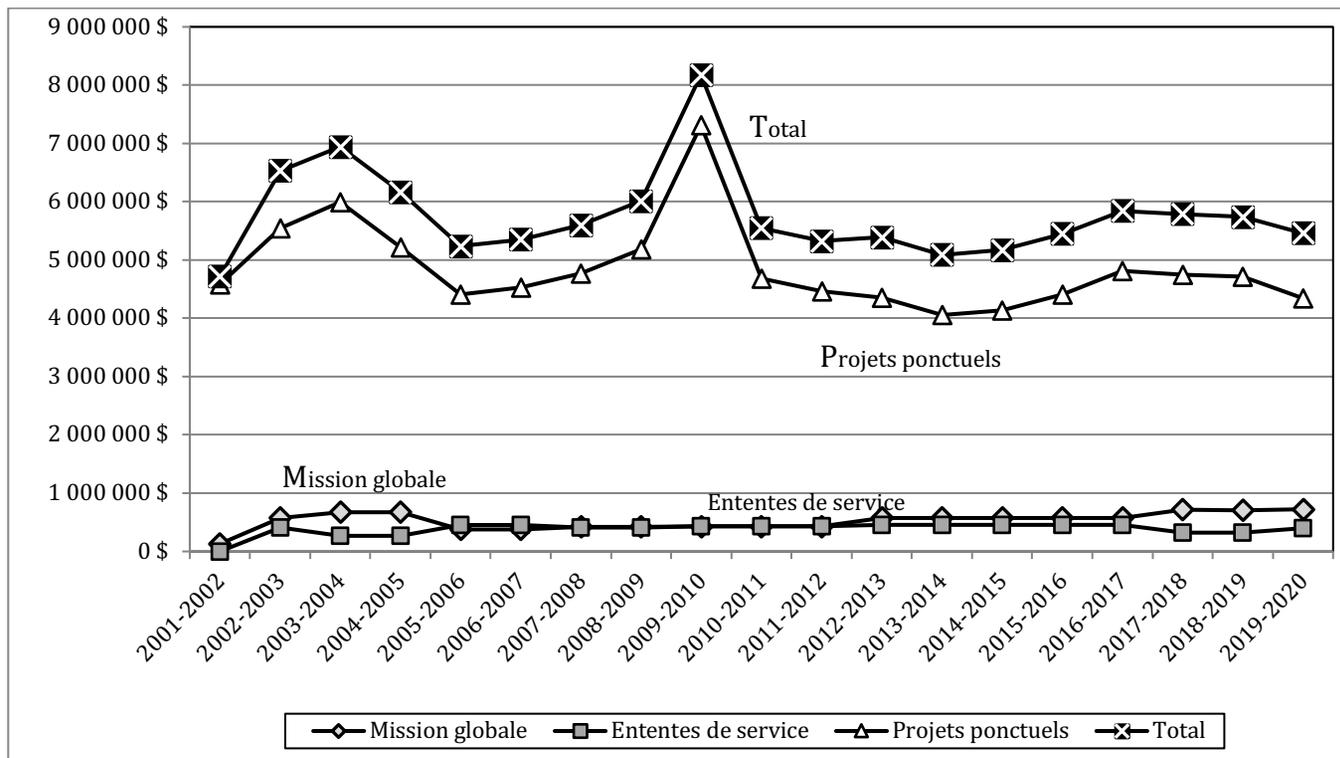
¹¹ <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/lancement-du-nouveau-quebec-sans-frontieres-le-gouvernement-du-quebec-devoile-un-nouveau-programme-en-solidarite-internationale-et-lance-son-premier-appel-a-propositions-894568547.htm>

Tableau 2.21
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	130 000	2,8	0	0,0	4 587 532	97,2	4 717 532
2002-2003	575 000	8,8	405 000	6,2	5 549 113	85,0	6 529 113
2003-2004	677 610	9,8	265 000	3,8	5 996 416	86,4	6 939 026
2004-2005	677 610	11,0	265 000	4,3	5 220 245	84,7	6 162 855
2005-2006	380 000	7,3	450 000	8,6	4 404 067	84,1	5 234 067
2006-2007	380 000	7,1	450 000	8,4	4 523 980	84,5	5 353 980
2007-2008	425 000	7,6	405 000	7,2	4 766 970	85,2	5 596 970
2008-2009	425 000	7,1	405 000	6,7	5 183 437	86,2	6 013 437
2009-2010	430 000	5,3	435 000	5,3	7 313 350	89,4	8 178 350
2010-2011	430 000	7,8	435 000	7,8	4 682 678	84,4	5 547 678
2011-2012	430 000	8,1	435 000	8,2	4 460 389	83,8	5 325 389
2012-2013	579 000	10,7	456 000	8,5	4 352 745	80,8	5 387 745
2013-2014	579 000	11,4	456 000	9,0	4 056 523	79,7	5 091 523
2014-2015	579 000	11,2	456 000	8,8	4 134 854	80,0	5 169 854
2015-2016	579 000	10,6	456 000	8,4	4 412 364	81,0	5 447 364
2016-2017	579 000	9,9	456 000	7,8	4 810 272	82,3	5 845 272
2017-2018	720 962	12,5	319 000	5,5	4 747 839	82,0	5 787 801
2018-2019	706 962	12,3	319 000	5,6	4 712 341	82,1	5 738 303
2019-2020	724 052	13,3	394 000	7,2	4 341 550	79,5	5 459 602

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.21
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.22 Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)

La totalité des sommes consacrées à l'action communautaire par la Société de l'assurance automobile du Québec relève des ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route (près de 4 millions \$). Deux organismes nationaux et 12 organismes régionaux se partagent la totalité du financement en ententes de service, soit une moyenne de près de 233 000 \$ par organisme, mais celui-ci varie toutefois beaucoup d'une région à l'autre (entre 128 000 \$ et 452 000 \$).

Aucune somme n'est versée en soutien à la mission, ce qui contrevient à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

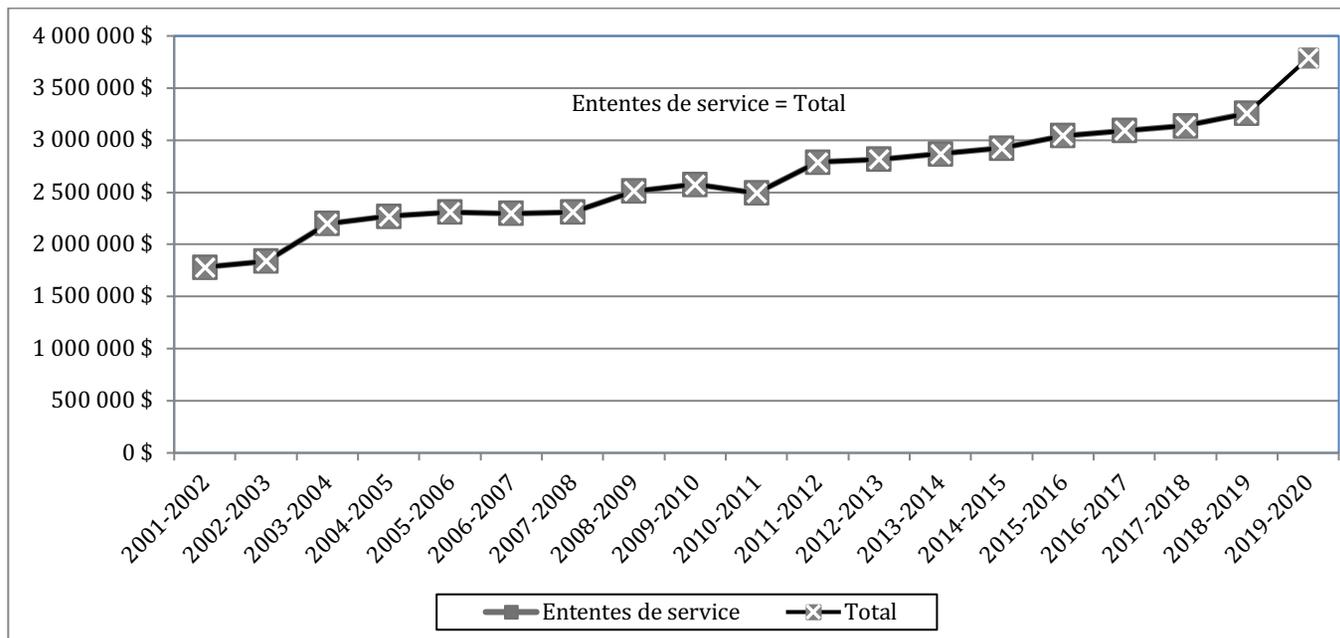
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.22
Ministère des Transports (Société d'assurance automobile du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	1 782 395	100,0	0	0,0	1 782 395
2002-2003	0	0,0	1 838 658	100,0	0	0,0	1 838 658
2003-2004	0	0,0	2 199 780	100,0	0	0,0	2 199 780
2004-2005	0	0,0	2 270 170	100,0	0	0,0	2 270 170
2005-2006	0	0,0	2 308 746	100,0	0	0,0	2 308 746
2006-2007	0	0,0	2 296 379	100,0	0	0,0	2 296 379
2007-2008	0	0,0	2 308 414	100,0	0	0,0	2 308 414
2008-2009	0	0,0	2 510 070	100,0	0	0,0	2 510 070
2009-2010	0	0,0	2 574 752	100,0	0	0,0	2 574 752
2010-2011	0	0,0	2 492 967	100,0	0	0,0	2 492 967
2011-2012	0	0,0	2 788 118	100,0	0	0,0	2 788 118
2012-2013	0	0,0	2 815 848	100,0	0	0,0	2 815 848
2013-2014	0	0,0	2 869 989	100,0	0	0,0	2 869 989
2014-2015	0	0,0	2 923 181	100,0	0	0,0	2 923 181
2015-2016	0	0,0	3 043 021	100,0	0	0,0	3 043 021
2016-2017	0	0,0	3 090 963	100,0	0	0,0	3 090 963
2017-2018	0	0,0	3 137 071	100,0	0	0,0	3 137 071
2018-2019	0	0,0	3 257 259	100,0	0	0,0	3 257 259
2019-2020	0	0,0	3 787 353	100,0	0	0,0	3 787 353

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.22
Ministère des Transports (Société d'assurance automobile du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.23 Ministère du Conseil exécutif (Relations avec les Québécois d'expression anglaise)

Le volet « Relations avec les Québécois d'expression anglaise » du ministère n'est apparu qu'en 2018-2019 dans l'*État de situation*, avec la création du *Programme d'appui aux organismes desservant les communautés d'expression anglaise*, presque entièrement consacré au soutien à la mission de 30 organismes.

Ministère du Conseil exécutif (Relations avec les Québécois d'expression anglaise)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2018-2019	29	116 861 \$	40 000 \$
2019-2020	30	98 333 \$	75 000 \$

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2018-2019	3 388 980	96,6	0	0,0	119 180	3,4	3 508 160
2019-2020	2 950 000	91,1	0	0,0	288 524	8,9	3 238 524

2.24 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Le Secrétariat à la jeunesse a été pris en compte pour la première fois en 2003-2004 dans l'*État de situation*. Presque 100 % du financement est accordé à 129 organismes sous la forme d'ententes de service par le biais des programmes *Créneau carrefour jeunesse* et *Stratégie d'action jeunesse*, tous deux ayant reçu une bonification importante de leur enveloppe en 2019-2020. Dans le cas de *Créneau carrefour jeunesse*, il s'agit d'un programme mis sur pied par le Secrétariat en collaboration avec le Réseau des carrefours jeunesse-emploi pour favoriser « la persévérance scolaire, l'autonomie personnelle et sociale ainsi que la participation des jeunes à des projets d'entrepreneuriat, de bénévolat et de volontariat¹² ».

Le Secrétariat à la jeunesse n'offre aucun programme de soutien à la mission pour les organismes d'action communautaire autonome, ce qui contrevient à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

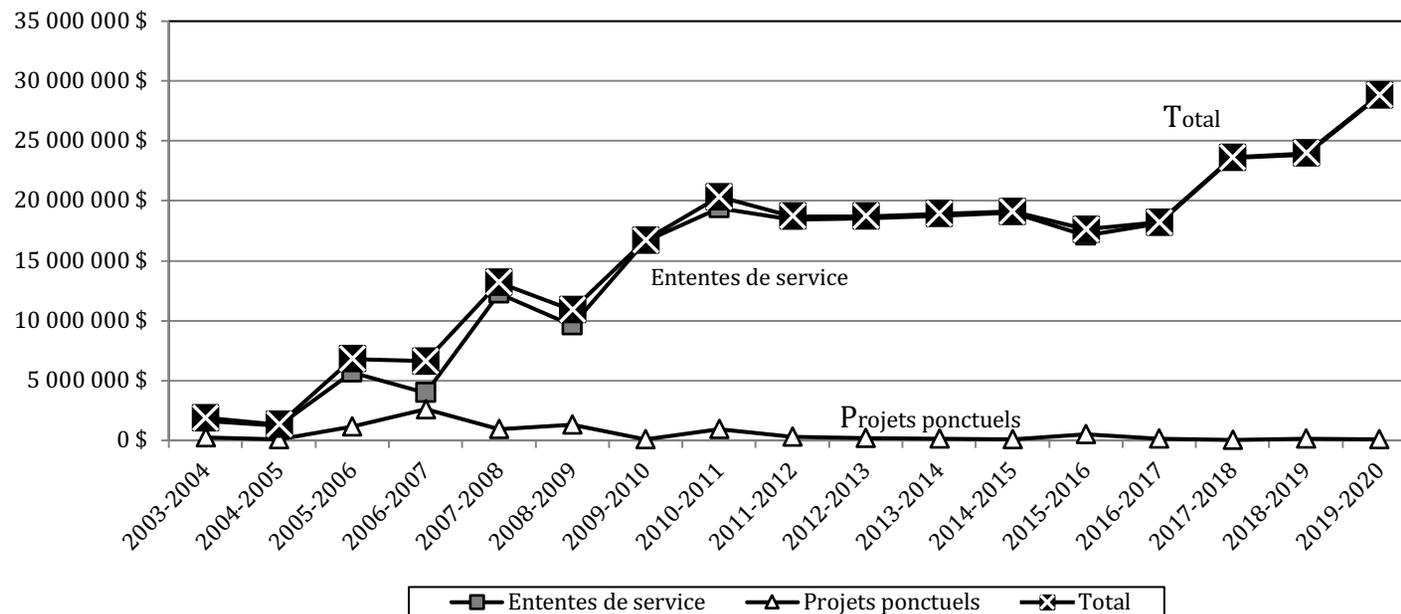
¹² <https://cjeb-s.ca/projets/creneau-carrefour>

Tableau 2.24
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	1 617 648	85,6	272 030	14,4	1 889 678
2004-2005	0	0,0	1 226 604	93,5	85 500	6,5	1 312 104
2005-2006	0	0,0	5 672 443	83,4	1 130 300	16,6	6 802 743
2006-2007	0	0,0	3 992 352	60,5	2 611 450	39,5	6 603 802
2007-2008	0	0,0	12 262 431	93,0	926 487	7,0	13 188 918
2008-2009	0	0,0	9 603 829	88,2	1 286 838	11,8	10 890 667
2009-2010	0	0,0	16 629 482	99,5	78 764	0,5	16 708 246
2010-2011	0	0,0	19 391 080	95,4	935 013	4,6	20 326 093
2011-2012	0	0,0	18 406 940	98,3	313 518	1,7	18 720 458
2012-2013	0	0,0	18 517 426	99,0	194 096	1,0	18 711 522
2013-2014	0	0,0	18 765 344	99,1	164 255	0,9	18 929 599
2014-2015	0	0,0	19 001 572	99,5	100 000	0,5	19 101 572
2015-2016	0	0,0	17 097 193	97,0	532 500	3,0	17 629 693
2016-2017	0	0,0	18 085 354	99,3	130 000	0,7	18 215 354
2017-2018	0	0,0	23 600 167	99,8	40 000	0,2	23 640 167
2018-2019	0	0,0	23 859 407	99,5	117 500	0,5	23 976 907
2019-2020	0	0,0	28 740 475	99,7	99 000	0,3	28 839 475

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.24
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2019-2020



2.25 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)

Le financement du Secrétariat aux affaires autochtones est presque entièrement concentré dans le *Fonds d'initiatives autochtones*, réparti en quatre volets : *Action communautaire* pour le soutien à la mission, *Aide aux autochtones en milieu urbain* pour des projets et immobilisations, *Développement social* et *Développement économique* également pour des projets. Des tendances sont difficiles à extraire à cause des fluctuations importantes des sommes consacrées aux ententes de service, projets et immobilisations. On peut toutefois noter que le financement total accordé par le Secrétariat aux organismes communautaires est en décroissance depuis quelques années après une hausse marquée en 2017-2018 due à l'apport de sommes considérables en ententes de service et pour des immobilisations. Le somme accordée à la mission globale, pour la plupart à des centres d'amitié autochtone, demeure quant à elle assez stable (autour de 2 millions\$).

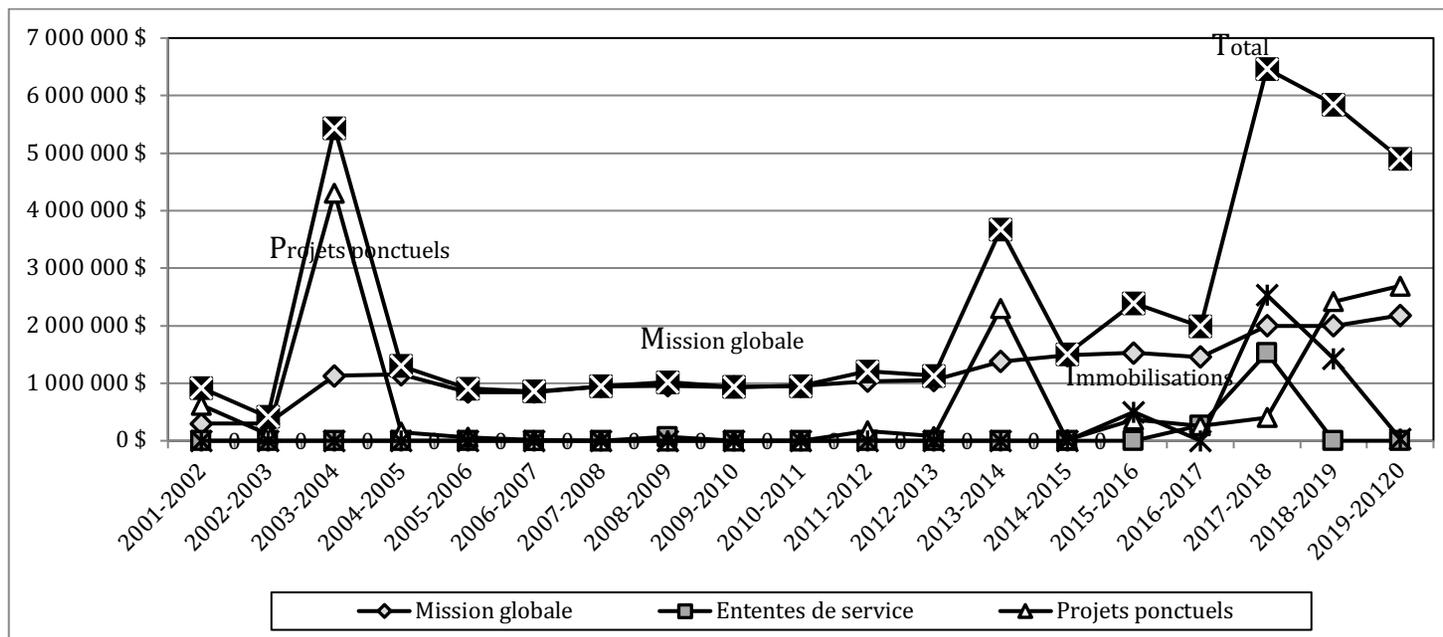
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat des affaires autochtones)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	11	104 552 \$	96 650 \$
2005-2006	11	59 667 \$	54 000 \$
2006-2007	11	76 908 \$	56 650 \$
2007-2008	11	85 832 \$	65 000 \$
2008-2009	12	79 666 \$	65 000 \$
2009-2010	12	77 923 \$	62 500 \$
2010-2011	13	73 236 \$	56 650 \$
2011-2012	13	79 774 \$	60 000 \$
2012-2013	11	95 755 \$	90 000 \$
2013-2014	14	98 391 \$	90 250 \$
2014-2015	17	87 355 \$	70 000 \$
2015-2016	17	89 759 \$	87 430 \$
2016-2017	17	85 713 \$	75 000 \$
2017-2018	15	133 333 \$	130 000 \$
2018-2019	15	133 333 \$	130 000 \$
2019-2020	17	128 265 \$	130 000 \$

Tableau 2.25
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	300 000	32,6	0	0,0	619 424	67,4	0	0,0	919 424
2002-2003	300 000	72,4	0	0,0	114 310	27,6	0	0,0	414 310
2003-2004	1 126 728	20,7	0	0,0	4 308 900	79,3	0	0,0	5 435 628
2004-2005	1 150 074	88,5	0	0,0	150 000	11,5	0	0,0	1 300 074
2005-2006	846 111	93,2	0	0,0	62 000	6,8	0	0,0	908 111
2006-2007	845 991	98,5	0	0,0	12 750	1,5	0	0,0	858 741
2007-2008	944 154	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	944 154
2008-2009	955 989	93,7	64 000	6,3	0	0,0	0	0,0	1 019 989
2009-2010	935 072	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	935 072
2010-2011	952 063	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	952 063
2011-2012	1 037 062	86,0	0	0,0	169 397	14,0	0	0,0	1 206 459
2012-2013	1 053 301	93,3	0	0,0	75 800	6,7	0	0,0	1 129 101
2013-2014	1 377 471	37,5	0	0,0	2 300 229	62,5	0	0,0	3 677 700
2014-2015	1 485 043	98,7	0	0,0	19 000	1,3	0	0,0	1 504 043
2015-2016	1 525 895	63,8	0	0,0	367 341	15,4	498 840	20,9	2 392 076
2016-2017	1 457 121	73,4	268 352	13,5	259 744	13,1	0	0,0	1 985 217
2017-2018	2 000 000	30,9	1 526 959	23,6	406 731	6,3	2 533 727	39,2	6 467 417
2018-2019	2 000 000	34,2	0	0,0	2 418 584	41,4	1 428 065	24,4	5 846 649
2019-2020	2 180 497	44,5	0	0,0	2 689 348	54,8	35 000	0,7	4 904 845

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.25
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.26 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)

Le soutien à la mission globale est accordé à trois catégories d'organismes : 333 organismes en défense collective des droits, 64 corporations de développement communautaire et 11 organismes multisectoriels confiés au SACAIS (dont le RQ-ACA). L'enveloppe destinée à ce type de soutien, qui suivait une courbe décroissante depuis 2013-2014, a connu une hausse importante dans les deux dernières années. La dernière année a particulièrement été marquée par un accroissement de plus de 10 millions\$, permettant de rehausser le soutien à la mission d'organismes déjà financés, mais aussi de soutenir 25 autres organismes en attente, dont 22 en défense collective des droits. La baisse substantielle en 2019-2020 du financement par projet de la part du Fonds québécois d'initiatives sociales a par ailleurs fait grimper la proportion dévolue au soutien à la mission, passant de 87 % à près de 97 %.

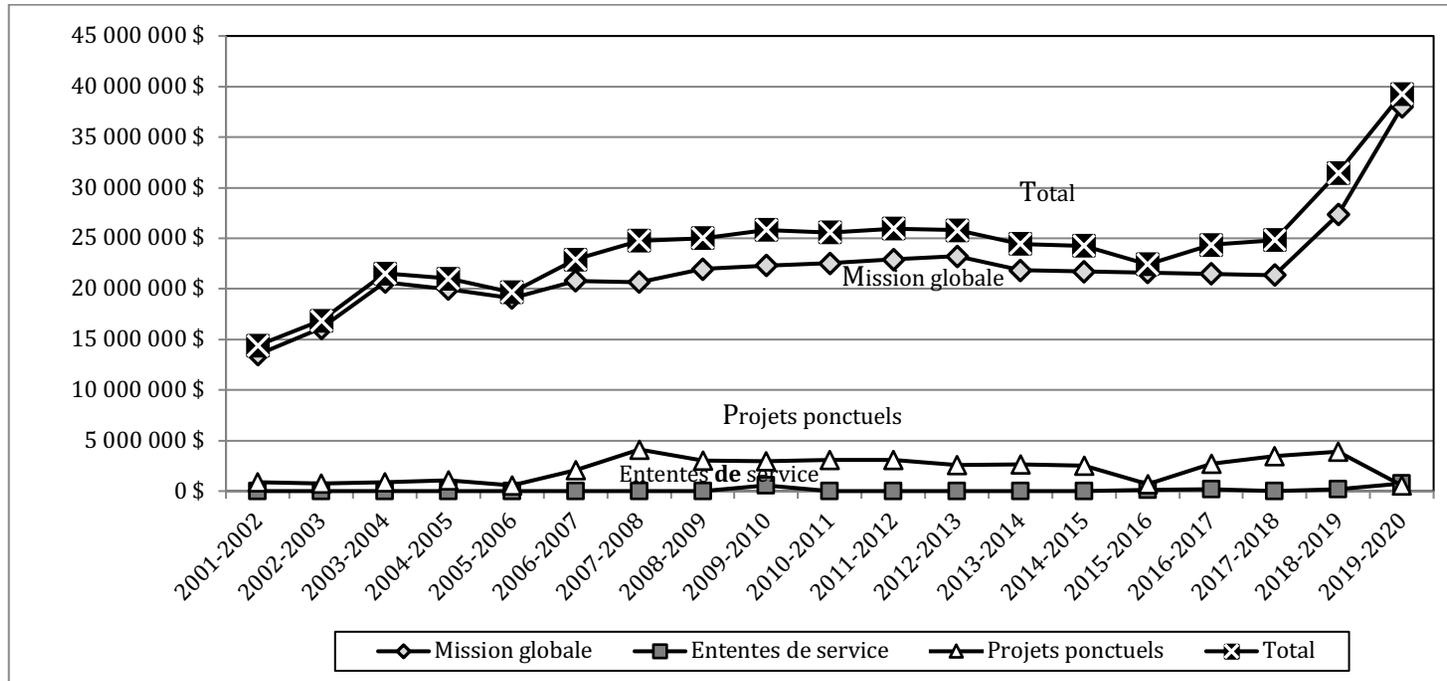
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	450	44 401 \$	40 000 \$
2005-2006	420	45 483 \$	40 091 \$
2006-2007	417	49 897 \$	46 510 \$
2007-2008	404	51 126 \$	47 169 \$
2008-2009	409	53 708 \$	48 699 \$
2009-2010	401	55 632 \$	50 570 \$
2010-2011	403	55 863 \$	50 750 \$
2011-2012	403	56 798 \$	50 676 \$
2012-2013	407	57 021 \$	50 750 \$
2013-2014	391	55 797 \$	49 735 \$
2014-2015	394	55 122 \$	49 735 \$
2015-2016	388	55 689 \$	49 437 \$
2016-2017	383	56 086 \$	49 429 \$
2017-2018	380	56 207 \$	49 334 \$
2018-2019	386	70 833 \$	63 938 \$
2019-2020	409	92 832 \$	88 366 \$

Tableau 2.26
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	13 498 000	93,7	0	0,0	905 300	6,3	14 403 300
2002-2003	16 102 684	95,5	0	0,0	766 005	4,5	16 868 689
2003-2004	20 664 333	96,0	0	0,0	852 235	4,0	21 516 568
2004-2005	19 980 415	95,1	0	0,0	1 034 999	4,9	21 015 414
2005-2006	19 103 039	97,2	0	0,0	559 283	2,8	19 662 322
2006-2007	20 806 894	90,9	0	0,0	2 085 920	9,1	22 892 814
2007-2008	20 654 822	83,4	0	0,0	4 112 547	16,6	24 767 369
2008-2009	21 966 515	87,8	0	0,0	3 040 832	12,2	25 007 347
2009-2010	22 308 482	86,3	570 000	2,2	2 961 445	11,5	25 839 927
2010-2011	22 512 604	88,0	0	0,0	3 079 868	12,0	25 592 472
2011-2012	22 889 608	88,1	0	0,0	3 079 868	11,9	25 969 476
2012-2013	23 207 571	90,0	0	0,0	2 590 494	10,0	25 798 065
2013-2014	21 816 723	89,2	0	0,0	2 642 194	10,8	24 458 917
2014-2015	21 718 035	89,6	0	0,0	2 527 504	10,4	24 245 539
2015-2016	21 607 359	96,4	150 000	0,7	658 504	2,9	22 415 863
2016-2017	21 480 867	88,2	200 000	0,8	2 681 275	11,0	24 362 142
2017-2018	21 358 612	86,0	0	0,0	3 471 559	14,0	24 830 171
2018-2019	27 341 073	86,9	200 000	0,6	3 918 926	12,5	31 459 999
2019-2020	37 968 358	96,7	750 000	1,9	554 473	1,4	39 272 831

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.26
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020



2.27 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité)

Le soutien financier du volet « employabilité » de ce ministère est essentiellement consacré aux ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés en employabilité dans le cadre des mesures actives d'emploi. L'augmentation importante de la dernière année (près de 5 millions\$) ne résulte pas d'un rehaussement du financement accordé à chaque organisme, mais plutôt de l'accroissement du nombre d'organismes soutenus par ce type de financement.

Le financement par projet a diminué constamment depuis 2015-2016 pour atteindre un plancher de moins de 2 millions\$ en 2019-2020 réparti entre un nombre beaucoup moins élevé d'organismes comparativement aux années précédentes : 34 au lieu de 182 en 2018-2019.

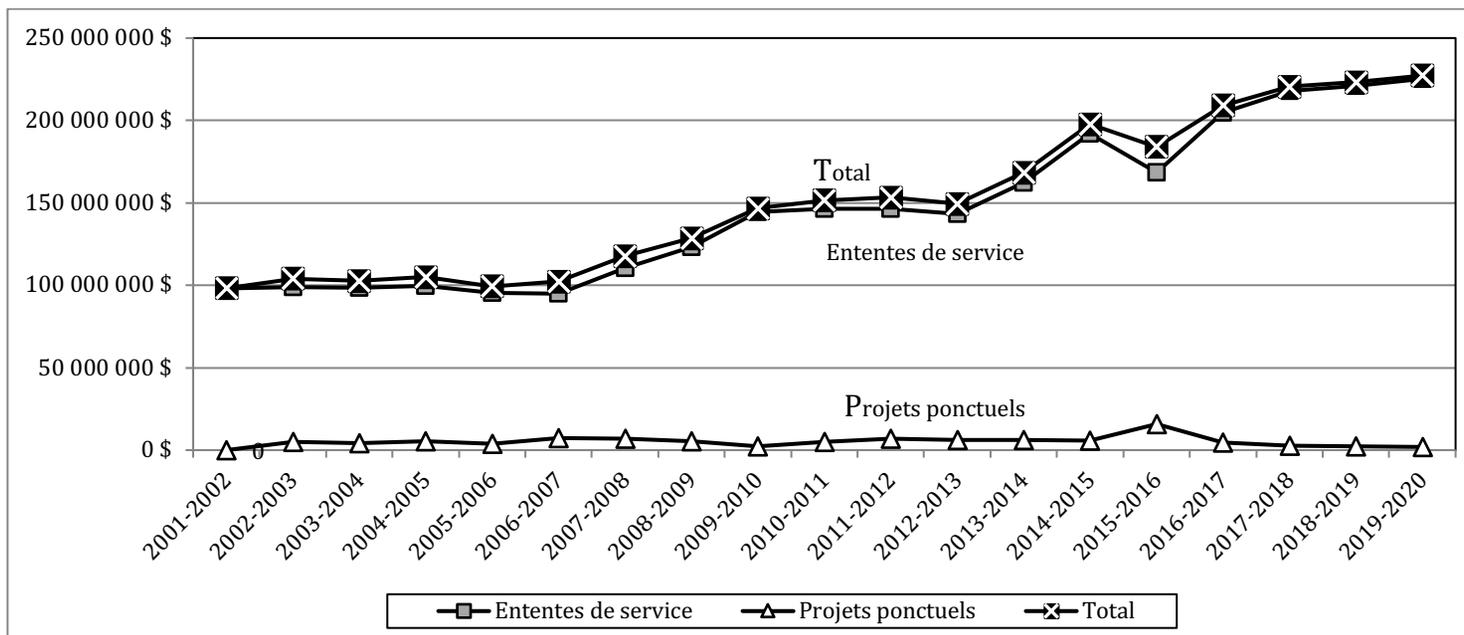
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o

Tableau 2.27
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	98 203 629	100,0	0	0,0	98 203 629
2002-2003	0	0,0	98 863 141	95,1	5 083 491	4,9	103 946 632
2003-2004	0	0,0	98 552 787	96,0	4 149 847	4,0	102 702 634
2004-2005	0	0,0	99 542 576	94,8	5 426 820	5,2	104 969 396
2005-2006	0	0,0	95 386 419	95,9	4 034 961	4,1	99 421 380
2006-2007	0	0,0	94 916 589	92,9	7 278 009	7,1	102 194 598
2007-2008	0	0,0	110 668 918	94,0	7 112 702	6,0	117 781 620
2008-2009	0	0,0	123 184 501	95,9	5 296 633	4,1	128 481 134
2009-2010	0	0,0	144 509 828	98,5	2 243 523	1,5	146 753 351
2010-2011	0	0,0	146 293 269	96,6	5 186 211	3,4	151 479 480
2011-2012	0	0,0	146 293 269	95,5	6 956 352	4,5	153 249 621
2012-2013	0	0,0	143 172 079	95,8	6 278 834	4,2	149 450 913
2013-2014	0	0,0	162 431 502	96,5	5 977 029	3,5	168 408 531
2014-2015	0	0,0	191 969 372	97,1	5 825 266	2,9	197 794 638
2015-2016	0	0,0	168 274 477	91,4	15 807 954	8,6	184 082 431
2016-2017	0	0,0	204 650 629	97,8	4 502 949	2,2	209 153 578
2017-2018	0	0,0	217 755 413	98,8	2 709 430	1,2	220 464 843
2018-2019	0	0,0	220 836 345	98,9	2 461 399	1,1	223 297 744
2019-2020	0	0,0	225 241 871	99,1	1 996 664	0,9	227 238 535

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

Graphique 2.27
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Employabilité)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire 2001-2002 à 2019-2020



2.28 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)

Ce volet « Solidarité sociale » du ministère s'est ajouté en 2016-2017 avec l'introduction du *Programme d'aide et d'accompagnement social* (PAAS Action) qui permet aux organismes communautaires d'offrir des activités d'insertion sociale et de développement de compétences liées à l'emploi pour les personnes vivant avec différents problèmes physiques et mentaux et éloignées du marché du travail. Le budget de ce programme est demeuré stable, mais la moyenne du financement, qui s'avère d'ailleurs très peu élevée, a diminué à moins de 9 500\$ en 2019-2020, résultat de l'augmentation du nombre d'organismes ayant accédé à ce programme (399 par rapport à 367 en 2018-2019).

Tableau 2.28
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2016-2017 à 2019-2020

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2016-2017	0	0,0	2 508 352	100,0	0	0,0	2 508 352
2017-2018	0	0,0	3 804 366	100,0	0	0,0	3 804 366
2018-2019	0	0,0	3 779 722	100,0	0	0,0	3 779 722
2019-2020	0	0,0	3 779 317	100,0	0	0,0	3 779 317

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

2.29 Secrétariat du Conseil du trésor

Ce ministère a été pris en compte dans l'*État de situation* pour la première fois en 2008-2009, sous le nom de ministère des Services gouvernementaux, qui a été fusionné au Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Le seul programme pour lequel des fonds ont été accordés aux organismes communautaires est *Appui au passage à la société de l'information*. Ce programme s'est terminé le 31 mars 2012 et n'a pas été renouvelé, mais le versement des subventions s'est toutefois poursuivi jusqu'à l'épuisement des sommes en 2014-2015.

Secrétariat du Conseil du trésor			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2008-2009	14	48 491 \$	45 000 \$
2009-2010	14	126 648 \$	124 513 \$
2010-2011	10	64 173 \$	56 848 \$
2011-2012	1	142 006 \$	142 006 \$
2012-2013	7	77 697 \$	95 625 \$
2013-2014	4	66 389 \$	34 713 \$
2014-2015	1	2 810 \$	2 810 \$

Tableau 2.29
Secrétariat du Conseil du trésor
Soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2008-2009 à 2014-2015

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2008-2009	678 874	37,6	0	0,0	1 125 720	62,4	1 804 594
2009-2010	1 773 073	47,0	0	0,0	1 997 172	53,0	3 770 245
2010-2011	641 727	19,6	0	0,0	2 634 431	80,4	3 276 158
2011-2012	142 006	5,6	59 223	2,4	2 313 837	92,0	2 515 066
2012-2013	543 880	43,2	0	0,0	715 265	56,8	1 259 145
2013-2014	265 554	42,7	0	0,0	355 744	57,3	621 298
2014-2015	2 810	2,8	0	0,0	96 113	97,2	98 923

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.29
Secrétariat du Conseil du trésor
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2008-2009 à 2014-2015

